

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D.I.J Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F		
Frais d'expédition.....	13.000 F			

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

DECRETS-ARRETES-DECISIONS

21 juin 2012 – Décret n°2012-311/P-RM fixant les conditions et les modalités d'application de la Loi portant Code minier.....**p1002**

Décret n°2012-312/P-RM portant abrogation de décrets de nomination au Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies.....**p1023**

Décret n°2012-313/P-RM portant abrogation de décrets de nomination au Cabinet du Ministre de la Communication.....**p1023**

21 juin 2012 – Décret n°2012-314/P-RM portant nomination au Ministère de la Communication, de la Poste et des Nouvelles Technologies.....**p1024**

Décret n°2012-315/P-RM portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Communication, de la Poste et des Nouvelles Technologies.....**p1025**

Décret n°2012-316/P-RM portant abrogation des décrets de nomination au Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées....**p1026**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

21 juin 2012-Décret n°2012-317/P-RM portant nomination au Ministère de l'Action humanitaire, de la Solidarité et des Personnes âgées.....p1026

Décret n°2012-318/P-RM portant nomination du Directeur Général de l'Institut d'Etudes et de Recherches en géronto-gériatrie (Maison des aînés).....p1027

Décret n°2012-319/P-RM portant nomination à l'Inspection des Affaires sociales.....p1028

Décret n°2012-320/P-RM portant nomination du Directeur national des Sports et de l'Education physique.....p1029

Décret n°2012-321/P-RM portant nomination au Ministère des Sports.....p1029

Décret n°2012-322/P-RM portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère des Sports.....p1030

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

14 mai 2012 – Arrêté n°2012-1116/MESRS-SG fixant les conditions d'accès, le régime des études et des évaluations de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Animale (FAMA) de l'Université de Ségou...p1031

Arrêté n°2012-1117/MESRS-SG déterminant les missions et les filières de formation de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Animale de l'Université de Ségou.....p1032

Arrêté n°2012-1118/MESRS-SG portant règlement intérieur de l'Université de Ségou.....p1032

AUTORITE MALIENNE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS/TIC ET POSTES.

5 juin 2012-Décision n°12-053/MCPNT-AMRTP portant autorisation d'utilisation des fréquences radioélectriques par le bureau de coordination du Système des Nations Unies.....p1037

21 juin 2012-Décision n°12-054/MCPNT-AMRTP portant approbation du réaménagement de l'offre de service Internet Everywhere de Orange Mali SA.....p1039

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS

DECRET N° 2012-311/P-RM DU 21 JUIN 2012 FIXANT LES CONDITIONS ET LES MODALITES D'APPLICATION DE LA LOI PORTANT CODE MINIER

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution,
Vu la loi N°2012-015 du 27 février 2012 portant Code Minier ;
Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le présent décret fixe les conditions et les modalités d'application de la loi portant Code minier.

CHAPITRE I : DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION ARTISANALE

ARTICLE 2 : La demande de l'autorisation d'exploitation artisanale est adressée en deux (2) exemplaires aux autorités compétentes. Elle doit comporter :

- les nom, prénom (s), adresse et lieu d'exercice de l'activité de la demande ;
- une pièce d'identité ;
- deux (2) photos d'identité.

L'autorisation d'exploitation artisanale est strictement personnelle et valable pour une année.

ARTICLE 3 : Le renouvellement de l'autorisation d'exploitation artisanale se fait sur présentation d'une pièce justificative d'identité, de l'autorisation d'exploitation artisanale arrivée à échéance et deux (2) photos d'identité.

ARTICLE 4 : La liste du matériel autorisé dans le cadre d'une exploitation artisanale est fixée comme suit :

- outils à main
- treuils manuels
- motopompes
- groupes électrogènes
- treuils mécaniques

- marteaux masses
- mortiers et pilons en fonte.

ARTICLE 5 : Les détenteurs de l'autorisation d'exploitation artisanale sont tenus de fournir aux autorités compétentes toutes informations sollicitées ayant trait aux données géologiques, à l'équipement utilisé, à la production et au personnel.

Les groupements d'exploitants artisanaux, détenteurs d'autorisation d'exploitation artisanale doivent tenir sur leur chantier :

- un registre d'extraction indiquant la production journalière ;
- un registre d'avancement des travaux où sont consignés les faits importants concernant leur exécution, leur développement et leurs résultats ;
- un registre de vente.

Les registres d'extraction et de vente sont cotés et paraphés par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines et ouverts au contrôle des agents mandatés de l'administration.

CHAPITE II : DES TITRES MINIERS

SECTION I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6 : Tout titulaire d'une autorisation de prospection, d'un permis de recherche, d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation est tenu de :

- 1) adresser au Directeur National de la Géologie et des Mines, dans les trois (3) mois de leur entrée en vigueur, le texte certifié conforme des modifications apportées aux statuts annexés à la demande du titre, si le titre est attribué au profit d'une société ;
- 2) informer le Directeur National de la Géologie et des Mines de toute modification du contrôle de l'entreprise ou du transfert à des tiers de tout ou partie des droits découlant de la possession du titre, notamment celui de disposer de tout ou partie de la production présente ou à venir ;
- 3) informer le Directeur National de la Géologie et des Mines de toute modification notable des capacités techniques et financières sur le fondement desquelles le titre a été accordé ;
- 4) faire le bornage du périmètre de leurs titres sous le contrôle de l'Administration chargée des Mines dans un délai de trois (3) mois à compter de leur attribution. Les bornes doivent être aux différents coins du périmètre du titre et porter l'identité du titulaire ;
- 5) mettre à jour les registres et plans d'avancement des travaux de recherche, de prospection, d'extraction et de stockage ;
- 5) faire éléction de domicile au Mali avec nomination d'un représentant dûment mandaté.

SECTION II : DE L'AUTORISATION D'EXPLORATION

ARTICLE 7 : La demande de l'autorisation d'exploration est assortie d'un dossier comportant les pièces suivantes :

- a) la justification des capacités techniques et financières ;
- b) le programme et le coût des travaux ;
- c) un exemplaire des statuts du demandeur ;
- d) le plan de situation sur carte topographique au 1/200.000 du périmètre sollicité avec détermination des coordonnées en degré.

SECTION III : DE L'AUTORISATION DE PROSPECTION ET DU PERMIS DE RECHERCHE

A. De la présentation des demandes

ARTICLE 8 : La demande du permis de recherche ou d'autorisation de prospection, conformément à l'article 17 du Code Minier, est assortie d'un dossier comportant les pièces suivantes :

- a) la justification des capacités techniques et financières :
 - les titres, diplômes et références professionnelles des cadres du demandeur ou de l'entreprise chargée du suivi et de la conduite des travaux ;
 - la liste des travaux d'exploration et/ou de recherche auxquels le demandeur ou l'entreprise chargée du suivi et de la conduite des travaux a participé au cours des trois (3) dernières années, accompagnée d'un descriptif sommaire des travaux les plus importants ;
 - les déclarations bancaires appropriées ;
 - les trois derniers bilans et comptes de résultats du demandeur et un exemplaire de ses statuts.

Les références professionnelles des cadres et les documents requis dans les trois (3) premiers alinéas ci-dessus sont remis en langue française.

Si le demandeur justifie qu'il n'est pas en mesure de fournir certaines des références exigées ci-dessus, il peut être autorisé à prouver ses capacités financières par tout autre moyen approprié ;

- b) un programme détaillé des travaux et le coût approprié pour son exécution ;
- c) le plan de situation sur carte topographique à 1/200 000 ou sur carte géologique à 1/200 000 avec délimitation du périmètre sollicité et définition des coordonnées en degré.
- d) l'adresse précise du demandeur ;
- e) les pouvoirs du signataire de la demande.

Cette demande, établie en double exemplaire, est adressée au Ministre chargé des Mines et envoyée par lettre recommandée ou remise au Directeur National de la Géologie et des Mines avec accusé de réception. Le demandeur peut adresser, sous pli séparé, les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à porter atteinte à son droit d'inventeur ou de propriété industrielle.

ARTICLE 9 : Le programme des travaux tel que défini à l'article 8 ci-dessus doit comporter un engagement de la part du demandeur à réaliser, en cas d'attribution du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection, les travaux de remise en état et en sécurité chaque fois que les activités comportent des travaux souterrains par galeries ou puits, tranchées ou un aménagement de dépôts de matériaux dépassant 500 m³ cumulés.

ARTICLE 10 : S'il apparaît à un moment donné que des travaux de recherche ou de prospection prévus impliqueront un terrassement total d'un volume supérieur à 20 000 m³ ou auront une incidence sur des ressources en eau, il sera fait une demande d'ouverture des travaux accompagnée d'un plan de remise en état.

ARTICLE 11 : Pendant toute la durée d'instruction de la demande de permis de recherche ou d'autorisation de prospection, aucune autre demande relative à tout ou partie de la même zone et portant sur le ou l'un des groupes de substances pour lequel le permis ou l'autorisation a été demandé, ne peut être examinée.

ARTICLE 12 : L'Administration chargée des Mines dispose de trente (30) jours pour vérifier la recevabilité de la demande de permis de recherche ou de l'autorisation de prospection remise conformément à l'article 8 ci-dessus. Elle peut demander des compléments d'information suite aux omissions ou modifications relatives aux dossiers de demande retenus conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

ARTICLE 13 : Le demandeur dispose de trente (30) jours pour répondre et donner les compléments d'information requis. Le Ministre chargé des Mines décidera d'accorder ou non le permis de recherche ou l'autorisation de prospection, dans un délai d'un (1) mois à compter, soit de la fin des trente (30) jours dont dispose l'Administration chargée des Mines, soit de la fin des trente (30) jours accordés au demandeur pour formuler sa réponse.

ARTICLE 14 : Le permis de recherche ou l'autorisation de prospection est attribué conformément aux dispositions des articles 30 et 38 du Code minier moyennant le paiement de la taxe fixe de délivrance du permis ou de l'autorisation visée à l'article 107 du présent décret et de la redevance superficielle fixée à l'article 108 du présent décret. Nul ne peut détenir simultanément plus de trois (3) titres de recherche et/ou de prospection par attribution ou transfert pour les substances d'un (1) même groupe dans le même district, sauf autorisation expresse du Ministre chargé des Mines.

La date de signature de l'arrêté d'attribution du Ministre chargé des Mines constitue le premier jour de validité du permis ou de l'autorisation.

ARTICLE 15 : Le refus d'octroi du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection est notifié par lettre du Ministre chargé des Mines.

B. Des obligations des titulaires de permis de recherche et d'autorisation de prospection

ARTICLE 16 : Les titulaires de permis de recherche ou d'autorisation de prospection sont tenus de présenter au Directeur des Mines :

a) le programme de travail actualisé avec le budget y afférent pour le reste de l'année en cours, dans le mois qui suit l'octroi du permis ou de l'autorisation ;

b) le programme de travaux de l'année suivante avec les dépenses y afférentes, avant le premier décembre de chaque année ;

c) les rapports périodiques suivants :

- un rapport trimestriel établissant de façon succincte leurs activités au cours du trimestre précédent, dans la 1^{ère} quinzaine de chaque trimestre ;

- un rapport annuel exposant de façon détaillée les activités et les résultats obtenus au cours de l'année précédente, dans le 1^{er} trimestre de chaque année.

Chaque rapport doit contenir toutes les données, observations et mesures recueillies sur le terrain, les descriptions de la manière dont elles ont été recueillies et les interprétations y relatives.

Le rapport trimestriel traite du résumé des travaux et des résultats obtenus et comporte :

- la situation et le plan de positionnement des travaux programmés et ceux exécutés avec leurs coordonnées ;

- la description sommaire des travaux avec indication du volume par nature de travaux, observations de terrain avec coordonnées des points d'observations et différentes mesures effectuées ;

- les éléments statistiques des travaux ;

- les résultats obtenus et si possible l'ébauche des interprétations ;

- les dépenses discriminées du coût des travaux.

Le rapport annuel traite en détail de :

- la situation et du plan de positionnement des travaux effectivement réalisés ;

- la description des travaux avec les renseignements suivants :

* pour les sondages et puits : logs et numéro de sondage ou de puits, nom du site, coordonnées, direction par rapport au nord astronomique, inclinaison, longueur, plan et coupe verticale (profil), taux de récupération des carottes ;

* pour les tranchées : dimensions, logs, méthodes de prélèvement des échantillons ;

* pour les indices, gisements et placers : nom, coordonnées du centre, encaissant avec direction structurale des couches, direction de son grand axe d'allongement, dimensions et forme (pendage s'il s'agit de filon), type de gisement, sa structure, les réserves avec catégorisation, paramètres et méthode de calcul du tonnage ;

* pour les levés géologiques : carte de positionnement des affleurements visités, description lithologique, observations structurales recueillies, minéralisations observées avec indication des coordonnées géographiques ;

* pour les levés géochimiques : carte de positionnement des points de prélèvement, maille et profondeur de prélèvement des échantillons, méthode de traitement des échantillons, résultats des analyses et interprétations des résultats.

Les données géochimiques doivent être fournies sur support électronique compatible ;

* pour les levés géophysiques : méthode utilisée, maille et nombre de points de mesure, résultats et interprétation des données.

Les données géophysiques magnétiques doivent être fournies sur support électronique compatible.

Les données brutes et les dépenses discriminées du coût des travaux doivent être annexées au rapport.

ARTICLE 17 : Les titulaires de permis de recherche ou d'autorisation de prospection sont tenus de consacrer aux travaux de recherche ou de prospection au moins le montant des dépenses prévues aux programmes et budgets et de tenir une comptabilité détaillée permettant de contrôler l'exécution de l'engagement financier ainsi souscrit.

C. Du renouvellement du permis de recherche et de l'autorisation de prospection

ARTICLE 18 : La demande de renouvellement d'un permis de recherche ou d'une autorisation de prospection, établie en double exemplaire, est adressée au Ministre chargé des Mines et remise avec accusé de réception, ou envoyée par lettre recommandée, à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, quatre mois avant l'expiration de la période de validité.

ARTICLE 19 : Toute demande de renouvellement d'un permis de recherche ou d'une autorisation de prospection doit être accompagnée par une note présentant la remise en état des travaux de recherche ou de prospection n'ayant plus d'utilité et justifiant le maintien en l'état de certains travaux de recherche ou de prospection et les mesures de préservation de la sécurité.

ARTICLE 20 : Le renouvellement d'un permis de recherche ou d'une autorisation de prospection est attribué par arrêté du Ministre chargé des Mines moyennant le paiement de la taxe fixe de renouvellement de permis ou de l'autorisation fixée à l'article 107 du présent décret et de la redevance superficielle fixée à l'article 108 du présent décret.

Le refus de renouvellement pour non respect des obligations visées aux articles 29 et 37 du Code minier est signifié par lettre du Ministre chargé des Mines. Il entraîne l'annulation du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection.

La date effective de l'arrêté de renouvellement est la date anniversaire de l'arrêté d'attribution du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection.

D. De l'extension du permis de recherche et de l'autorisation de prospection à d'autres substances

ARTICLE 21 : La demande d'extension d'un permis de recherche ou d'une autorisation de prospection à d'autres substances du même groupe doit contenir :

- la liste des substances sur lesquelles l'extension est demandée ;
- le programme des travaux et le budget y afférent ;
- une note justifiant l'existence desdites substances.

L'arrêté d'attribution du permis ou de l'autorisation sera modifié et inclura les nouvelles substances.

E. De la cession et transmission du permis de recherche et de l'autorisation de prospection

ARTICLE 22 : Conformément aux articles 31 et 39 du Code minier, le cessionnaire ou l'héritier adresse au Ministre chargé des Mines une demande d'autorisation de cession ou de transmission du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection.

A cet effet, le cessionnaire ou l'héritier, s'il envisage la poursuite des activités du decujus fait parvenir un dossier comprenant, outre (1) l'engagement de continuer le programme de travaux et (2) les documents prévus à l'article 8 ci-dessus prouvant ses capacités techniques et financières (3), la copie certifiée conforme de l'accord entre le cédant et le cessionnaire, ou la justification de ses droits dans le cas d'un héritier. Cet accord doit comporter une clause suspensive liée à l'obtention de l'autorisation de cession ou de transmission.

L'Administration chargée des Mines dispose de trente (30) jours pour vérifier la recevabilité de la demande de cession ou de transmission. Elle peut, le cas échéant, demander des compléments d'information suite aux omissions ou modifications à la demande de cession ou de transmission du permis ou de l'autorisation.

Le demandeur dispose de trente (30) jours pour répondre et donner les compléments d'information requis.

Le Ministre chargé des Mines décidera d'accorder ou non l'autorisation de cession ou de transmission dans un délai d'un (1) mois à compter soit de la fin des trente (30) jours dont dispose l'Administration, soit à la fin des trente (30) jours accordés au demandeur pour formuler sa réponse.

L'autorisation de cession ou transmission est attribuée par arrêté du Ministre chargé des Mines moyennant le paiement par le cessionnaire de la taxe de cession de permis de recherche ou d'autorisation de prospection fixée à l'article 107 du présent **décret**.

ARTICLE 23 : Le refus d'autorisation de cession est notifié par lettre du Ministre chargé des Mines.

Dans le cas d'une cession dont l'autorisation de mutation a été rejetée, le permis de recherche ou l'autorisation de prospection reste valide au nom du cédant.

Dans le cas d'un héritage, si l'héritier n'envisage pas la poursuite des activités du decujus, ou que sa demande pour les poursuivre a été rejetée, l'héritier disposera d'un délai de douze (12) mois à compter du décès du titulaire pour trouver un acquéreur ayant les capacités techniques et financières. A l'issue de cette période de douze (12) mois, à défaut d'un nouvel acquéreur, le permis ou l'autorisation sera annulé. Dans ce cas, les éventuels travaux de remise en état et de sécurité prévus à l'article 91 du Code minier seront pris en charge par l'Etat.

F. Fin du permis de recherche et de l'autorisation de prospection

ARTICLE 24 : Le titulaire d'un permis de recherche ou d'une autorisation de prospection peut, à tout moment, renoncer à son titre.

La demande de renonciation est adressée au Ministre chargé des Mines.

L'acceptation de cette demande est de droit, sous réserve que le titulaire ait respecté les prescriptions de l'article 91 du Code minier et ait, le cas échéant, exécuté les mesures de police prescrites par le décret d'application. A défaut, l'Administration chargée des Mines les fera exécuter et à la charge du titulaire.

ARTICLE 25 : Dans le cas d'une annulation d'un permis de recherche ou d'une autorisation de prospection par le Ministre chargé des Mines que ce soit au moment d'une demande de renouvellement ou à une échéance annuelle, pour le motif indiqué à l'article 24 ci-dessus, le titulaire devra, dans un délai de deux (2) mois à compter de la signification par le Ministre chargé des Mines de l'annulation du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection, respecter les prescriptions de l'article 91 du Code minier. Le cas échéant, il devra exécuter les mesures de police prescrites par le présent décret d'application. A défaut, l'Administration chargée des Mines les fera exécuter et à la charge du titulaire.

ARTICLE 26 : Dans le cas où le permis de recherche ou l'autorisation de prospection vient à expiration, soit parce que son titulaire n'en a pas demandé le renouvellement dans les conditions indiquées à l'article 19 ci-dessus, soit parce qu'après le renouvellement de l'autorisation ou après le deuxième renouvellement du permis de recherche, il n'a pas demandé la transformation d'une partie ou de la totalité du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection en titre minier d'exploitation, le titulaire devra, au plus tard deux mois avant l'expiration du permis de recherche ou de l'autorisation de prospection, respecter les prescriptions de l'article 91 du Code minier. Le cas échéant, il devra exécuter les mesures de police prescrites par le présent décret. A défaut, l'Administration chargée des Mines les fera exécuter à la charge du titulaire.

ARTICLE 27 : A l'échéance définitive ou lors de la renonciation à un permis de recherche ou à une autorisation de prospection, son détenteur est tenu de fournir à l'Administration chargée des Mines un rapport d'activités résumant les travaux de recherche ou de prospection effectués, leurs incidences environnementales et les travaux de remise en état de préservation et de sécurisation réalisés. Le Directeur National de la Géologie et des Mines sanctionne la réalisation satisfaisante de ces travaux de remise en état et de sécurité par la remise au détenteur du titre d'un certificat de conformité d'exécution des travaux.

Pour les travaux de recherche impliquant un terrassement total d'un volume supérieur à 20.000 m³ ou ayant une incidence sur les ressources en eau, les dispositions prévues à l'article 91 du Code minier seront applicables.

G. Dispositions particulières relatives à l'autorisation de prospection

ARTICLE 28 : La superficie maximale d'une Autorisation de prospection est fixée par Arrêté du Ministre.

ARTICLE 29 : L'autorisation de prospection est octroyée sur des zones où la présence d'une anomalie confirmée au moins a été mise en évidence.

SECTION IV : DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE PETITE MINE ET DU PERMIS D'EXPLOITATION

A. De la présentation des demandes

ARTICLE 30 : La demande d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation, conformément à l'article 17 du Code minier, est assortie d'un dossier comportant :

a) La justification des capacités techniques et financières :

- les titres, diplômes et références professionnelles des cadres du demandeur ou de l'entreprise chargée du suivi et de la conduite des travaux ;

- la liste des travaux d'exploitation auxquels le demandeur ou l'entreprise chargée du suivi et de la conduite des travaux a participé au cours des trois (3) dernières années, accompagnée d'un descriptif sommaire des travaux les plus importants ;

- les moyens techniques et financiers envisagés pour l'exécution des travaux ;

- les déclarations bancaires appropriées ;
- les trois derniers bilans et comptes de résultats du demandeur et
- un exemplaire de ses statuts.

Les documents requis dans les trois (3) premiers alinéas ci-dessus et les références professionnelles des cadres seront remis en langue française.

Si le demandeur justifie qu'il n'est pas en mesure de fournir certaines des références exigées ci-dessus, il peut être autorisé à prouver ses capacités techniques et financières par tout autre moyen approprié :

b) un mémoire technique faisant une description des travaux d'exploitation ;

c) le plan de situation sur carte topographique à 1/200.000^e ou sur carte géologique à 1/200.000 avec délimitation du périmètre sollicité et définition des coordonnées en degré ;

d) une note relative aux mesures de protection, de préservation et de réhabilitation de l'environnement ;

e) l'engagement de respecter les conditions générales prévues aux articles 82 et 83 du Code minier.

f) l'adresse précise du demandeur ;

g) les pouvoirs du signataire de la demande.

Cette demande, établie en trois exemplaires est adressée au Ministre chargé des Mines et remise avec accusé de réception ou envoyée par lettre recommandée à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines. Le demandeur peut adresser, sous pli séparé, les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à porter atteinte à son droit d'inventeur ou de propriété industrielle. Il inclura dans son dossier une étude ou un rapport environnemental détaillé tel que défini par le présent décret.

ARTICLE 31 : Le rapport de faisabilité qui accompagne le dossier de demande d'autorisation d'exploitation de petite mine, doit comporter :

a) une évaluation de l'importance et de la qualité des réserves exploitables de substances minérales ;

b) une détermination de la méthode de traitement du minerai ;

c) une note d'impact socio-économique du projet ;

d) un schéma de construction de la mine et les moyens matériels et financiers nécessaires à la mise en exploitation ;

e) un planning de l'exploitation minière ;

f) une note exposant la compatibilité du projet avec le respect de l'environnement et les mesures envisagées pour la protection et la réhabilitation des lieux.

ARTICLE 32 : L'étude de faisabilité qui accompagne le dossier de demande de permis d'exploitation doit comporter, à titre indicatif, mais sans limitation :

a) l'évaluation de l'importance et de la qualité des réserves exploitables de substances minérales ;

b) la détermination de la possibilité de soumettre les substances à un traitement métallurgique ;

c) la notice d'impact socio-économique du projet ;

d) le programme de construction de la mine détaillant les travaux, équipements, installations et fournitures requis pour la mise en production commerciale du gisement et autorisations requises et les coûts estimatifs s'y rapportant, accompagné des prévisions des dépenses à effectuer annuellement ;

e) le plan relatif à la commercialisation des produits comprenant les points de vente envisagés, les clients, les conditions de vente et les prix ;

f) le planning de l'exploitation minière ;

g) l'évaluation économique du projet, y compris les prévisions financières des comptes d'exploitation et bilans, calculs d'indicateurs économiques (tels que le taux de rentabilité interne (TRI), taux de retour (TR), valeur actuelle nette (VAN), délai de récupération, le bénéfice, le bilan en devises du projet) et analyse de la sensibilité ;

h) les conclusions et recommandations quant à la faisabilité économique et le calendrier arrêté pour la mise en route de la production commerciale, en tenant compte des points a) ci-dessus ;

i) l'évaluation et les modalités de prise en charge des frais afférents à la sécurité des installations et des populations dans les limites des périmètres de protection et aux alentours ;

j) toutes autres informations que la partie établissant ladite étude de faisabilité estimerait utiles pour amener toutes institutions bancaires ou financières à s'engager à prêter les fonds nécessaires à l'exploitation du gisement.

ARTICLE 33 : Toute demande d'autorisation d'exploitation de petite mine doit être accompagnée d'une notice d'impact sur l'environnement comportant :

- un état des lieux de l'environnement conformément aux directives environnementales ;
- un état des lieux du patrimoine archéologique avant travaux ;
- les mesures envisagées pour atténuer les effets néfastes de l'activité d'exploitation sur l'environnement ;
- un programme prévisionnel chiffré de la réhabilitation et de la restauration des sites.

Toute demande de permis d'exploitation doit être accompagnée d'une étude d'impact sur l'environnement comportant :

- un état des lieux de l'environnement conformément aux directives environnementales ;
- un état des lieux de patrimoine archéologique avant travaux ;
- une description technique du site minier, des travaux et activités envisagés et des impacts écologiques majeurs du projet ;
- un programme de suivi environnemental ;
- un plan d'urgence en cas d'activités à risques sécuritaires ;
- un programme prévisionnel chiffré de réhabilitation et de restauration ;
- les mesures de prévention ou d'atténuation des impacts majeurs du projet ;
- un résumé non technique du dossier d'étude d'impact sur l'environnement ;
- une analyse des solutions de remplacement ;
- une brève description de la méthode ou des méthodes utilisées pour la consultation des collectivités territoriales et organisations concernées et les résultats y afférents ;
- une analyse coûts/avantages ;
- un plan de suivi et de surveillance des impacts.

ARTICLE 34 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines dispose de quinze (15) jours pour vérifier la recevabilité de la demande d'autorisation d'exploitation de petite mine ou de permis d'exploitation, remise conformément à l'article 33 ci-dessus. Il peut, le cas échéant, demander des compléments d'information, rectifier ou compléter celle-ci.

ARTICLE 35 : L'autorisation d'exploitation de petite mine ou le permis d'exploitation est attribué dans les trois (3) mois à compter de la réception de la demande ou de la mise en conformité éventuelle de cette demande telle qu'indiquée à l'article 34 ci-dessus moyennant le paiement de la taxe fixe de délivrance de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation visée à l'article 107 du présent décret.

L'autorisation d'exploitation de petite mine est accordée par arrêté du Ministre chargé des Mines et le permis d'exploitation est accordé par décret du Chef du Gouvernement.

La superficie maximale d'une autorisation d'exploitation de petite mine est fixée par arrêté du Ministre chargé des Mines.

ARTICLE 36 : Conformément aux articles 53 et 54 du Code minier, l'autorisation d'exploitation de petite mine ou le permis d'exploitation ne peut être refusé à son demandeur que pour les raisons suivantes :

- le manque de preuves d'un gisement exploitable ;
- l'insuffisance de l'étude ou de la notice d'Impact Environnemental et Social.

Le Directeur National de la Géologie et des Mines signifie au demandeur le motif qui justifie le rejet de sa demande. Lorsque ce motif est relatif à l'insuffisance des preuves de l'existence d'un gisement exploitable ou à l'insuffisance de l'étude ou de la notice d'impact Environnemental et Social le demandeur dispose de trois mois pour compléter son dossier.

A l'issue de cette période, l'Administration chargée des Mines dispose d'un délai d'un (1) mois pour signifier au demandeur soit l'acceptation du dossier complété, soit le rejet définitif.

Le rejet définitif est notifié par lettre du Ministre chargé des Mines sans préjudice des droits et obligations liés au titre minier de recherche à condition que la validité de celui-ci ne soit pas arrivée à expiration.

ARTICLE 37 : Conformément aux articles 105 et 143 du Code minier, le titulaire d'un permis d'exploitation, d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'une autorisation d'exploitation de carrière est tenu de déposer une caution ou une garantie auprès d'une banque de premier ordre.

ARTICLE 38 : Le montant de cette caution ou garantie doit être égal à 5% du chiffre d'affaires prévisionnel de la société d'exploitation.

Toutefois, si ce montant s'avère insuffisant pour la réhabilitation du site, la société d'exploitation est tenue d'apporter le fonds supplémentaire nécessaire.

ARTICLE 39 : La mobilisation de tout ou partie de la caution ne peut être effectuée que sur la base d'un programme de réhabilitation chiffré, présenté par la société d'exploitation et, approuvé par l'Administration chargée des mines.

ARTICLE 40 : L'Administration chargée des mines est tenue de s'assurer de la mise en œuvre effective du programme et des coûts y afférents.

B- Obligations des Titulaires d'autorisation d'exploitation de petite mine et de permis d'exploitation

ARTICLE 41 : Les titulaires d'autorisation d'exploitation de petite mine ou de permis d'exploitation sont tenus de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines dans le premier trimestre de chaque année :

- a) le résumé analytique du registre d'avancement des travaux effectués au cours de l'année précédente ;
- b) le nombre de journées de travail du personnel cadre (ingénieurs et assimilés) ;
- c) la situation et l'évolution de l'effectif du personnel ;
- d) le poids, la nature et la teneur des minerais bruts extraits ;
- e) le poids, la nature et la teneur des différents lots de minerais ou produits vendus avec indication des lieux, dates d'expédition, d'embarquement et des destinations ;
- f) l'état des stocks des produits bruts et des produits marchands au 31 décembre ;
- g) l'état circonstancié des accidents ayant entraîné une incapacité de travail de plus de quatre (4) jours (noms des victimes, dates, causes apparentes) ;
- h) le bilan des activités de contrôle (mesures, dosages, observations) du maintien de la qualité de l'environnement ;
- i) l'état des dépenses engagées en travaux de recherche ;
- j) le bilan annuel auquel seront annexés le compte d'exploitation, le compte de profits et pertes, le tableau d'amortissement et de provision ;
- k) le programme prévisionnel de production de l'année en cours.

Les titulaires d'autorisation d'exploitation de petite mine ou de permis d'exploitation sont tenus d'appliquer, selon les règles de l'art, les méthodes d'exploitation appropriées.

Acet effet, l'exploitant doit (1) transmettre à l'Administration chargée des Mines, un rapport justifiant la technique d'exploitation utilisée, (2) faire effectuer une étude pour évaluer cette technique et (3) prendre, dans un délai d'un (1) an, les mesures nécessaires pour remédier à toute situation qui aurait pour effet de compromettre la récupération optimale de la substance minérale.

C- Du renouvellement de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation

ARTICLE 42 : La demande de renouvellement d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation établie en trois exemplaires est adressée au Ministre chargé des Mines et remise avec accusé de réception ou envoyée par lettre recommandée au Directeur National de la Géologie et des Mines, un (1) an au moins et deux (2) ans au plus avant l'expiration de la période de validité.

Le renouvellement peut être demandé à plusieurs reprises, chaque fois pour une période n'excédant pas dix (10) ans pour le permis d'exploitation et quatre (4) ans pour l'autorisation d'exploitation de petite mine.

Le titulaire doit joindre à sa demande un mémoire relatant l'historique de l'exploitation et indiquant les travaux effectués, les productions passées année par année, les mesures prises tout au long de l'exploitation pour satisfaire aux prescriptions des articles 81 et 82 du Code minier.

A ce mémoire est joint un document précisant les réserves prouvées et probables qui justifient la demande de renouvellement, le rythme annuel auquel le titulaire prévoit d'exploiter ces réserves, les méthodes d'exploitation prévues, si elles diffèrent de celles utilisées dans le passé, et les mesures qui seront prises pour satisfaire aux prescriptions des articles 81 et 82 du Code minier. Un chapitre sera consacré aux mesures que le titulaire envisage de prendre à la fin de l'exploitation pour satisfaire aux prescriptions de l'article 93 du Code minier. Tous les plans nécessaires à la compréhension de ce document lui seront joints.

Le Directeur National de la Géologie et des Mines peut demander tous les compléments d'informations qu'il juge utiles.

Le Directeur National de la Géologie et des Mines informe également le titulaire de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation, par lettre recommandée, des observations éventuelles auxquelles donne lieu sa demande. Le demandeur dispose d'un délai de deux (2) mois pour y répondre.

Au moins six (6) mois avant l'expiration de la période de validité d'une autorisation d'exploitation de petite mine, il est statué sur la demande de renouvellement de celle-ci. Le renouvellement est accordé par arrêté moyennant le paiement de la taxe de renouvellement et de la redevance superficielle fixées respectivement aux articles 107 et 108 du présent décret.

La date effective de l'arrêté de renouvellement est la date anniversaire de l'arrêté instituant l'autorisation d'exploitation de petite mine.

Au moins un an avant l'expiration de la période de validité du permis d'exploitation, il est statué sur la demande de renouvellement. Le renouvellement est accordé par décret moyennant le paiement de la taxe de renouvellement et de la redevance superficielle fixées respectivement aux articles 107 et 108 du présent décret.

La date effective du décret de renouvellement est la date anniversaire du décret instituant le permis d'exploitation.

D- De la cession, transmission et amodiation de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation.

ARTICLE 43 : A l'occasion d'une cession, transmission ou amodiation, le titulaire d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation, en l'occurrence le cédant ou l'amodiant, doit adresser par lettre recommandée ou remettre avec accusé de réception au Ministre chargé des Mines, une copie de l'accord qu'il a passé avec le cessionnaire ou l'amodiataire. Cet accord doit comporter une clause suspensive relative à l'autorisation de la mutation ou de l'amodiation par le Ministre chargé des Mines ou le Chef du Gouvernement. Par le même courrier le cessionnaire ou l'amodiataire adresse au Ministre chargé des Mines un dossier dont le contenu est défini dans l'article 30 ci-dessus.

ARTICLE 44 : Dans un délai n'excédant pas un (1) mois à compter de la réception de la copie de l'accord mentionnée à l'article 43 ci-dessus, et après que le Directeur National de la Géologie et des Mines ait demandé tout éclaircissement qu'il juge utile sur les informations fournies, le Ministre chargé des Mines signifie par lettre son acceptation ou son refus motivé par rapport aux capacités techniques et financières.

Le cessionnaire ou l'amodiataire joint au dossier mentionné à l'article 45 ci-dessous, un engagement de respecter les conditions générales prévues aux articles 81 et 82 du Code minier.

ARTICLE 45 : Dans le cas d'acceptation, le cessionnaire ou l'amodiataire adresse dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la lettre du Ministre chargé des Mines mentionnée à l'article 44 ci-dessus un dossier comprenant :

- a) une copie des pièces mentionnées à l'article 30 ci-dessus, déjà fournies par le cédant ou l'amodiant à l'Administration chargée des Mines au moment de la demande de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine : une mémoire technique, un descriptif de travaux d'exploitation et des documents cartographiques ;
- b) l'historique des travaux antérieurs effectués sur l'autorisation d'exploitation de petite mine ou le permis d'exploitation depuis que celle-ci ou celui-ci a été accordé (e) au titulaire ;
- c) une note relative aux mesures de protection, de préservation et de réhabilitation de l'environnement ;
- d) un dossier technique détaillé mentionnant toutes les modifications envisagées par le cessionnaire ou l'amodiataire.

ARTICLE 46 : Dans un délai n'excédant par quatre (4) mois à compter de la réception du dossier mentionné à l'article 45 ci-dessus par le Ministre chargé des Mines, et après que le Directeur National de la Géologie et des Mines ait demandé les informations qui lui paraissent utiles et fait rectifier ou compléter, le cas échéant, quelques aspects du dossier, la cession ou l'amodiation est autorisée par arrêté du Ministre chargé des Mines en ce qui concerne l'autorisation d'exploitation de petite mine et par décret du Chef du Gouvernement en ce qui concerne le permis d'exploitation. Le cessionnaire ou l'amodiataire est invité à acquitter la taxe de cession ou d'amodiation du permis ou de l'autorisation fixée à l'article 107 du présent décret.

ARTICLE 47 : L'amodiataire d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation est tenu de créer une société d'exploitation telle qu'indiquée à l'article 64 du Code minier dès lors qu'il se substitue au titulaire dans ses activités de construction ou d'exploitation de mines ou qu'il engage lui-même ses activités.

ARTICLE 48 : L'amodiation autorisée transfère à l'amodiataire tous les droits et obligations liés au permis ou à l'autorisation d'exploitation de petite mine.

Vis-à-vis de l'administration, la responsabilité de l'amodiataire se substitue à celle du titulaire pour tout ce qui concerne la Police des Mines.

Le titulaire demeure responsable, sauf recours contre l'amodiataire pour tout ce qui concerne la propriété minière.

A l'égard des tiers et sous réserve de l'appréciation des tribunaux, les actions réelles sont généralement intentées contre le titulaire du permis d'exploitation ou de l'autorisation d'exploitation de petite mine et les actions personnelles contre l'amodiataire.

Toute autre convention, affermage, tâcheronnage, association en participation pour la mise en valeur du permis ou de l'autorisation par laquelle les titulaires de ces titres confient l'exercice de leurs droits à un tiers, ne modifie en rien, sauf la faute personnelle dudit tiers, la responsabilité du titulaire à l'égard de l'Administration.

ARTICLE 49 : Dans le cas où le cessionnaire ou l'amodiataire ne tiendrait pas compte des observations du Directeur National de la Géologie et des Mines mentionnées à l'article 46 ci-dessus, le Ministre chargé des Mines peut, par lettre, notifier son refus à la cession ou à l'amodiation.

E- De l'extension d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation à d'autres substances

ARTICLE 50 : La demande d'extension d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation à d'autres substances du même groupe doit contenir :

- la liste des substances sur lesquelles l'extension est demandée ;

- le programme de travaux et le budget y afférent ;
- une note justifiant l'existence desdites substances ;
- une étude ou une note d'impact sur l'environnement.

Le décret d'attribution du permis d'exploitation ou l'arrêté d'attribution de l'autorisation d'exploitation de petite mine sera modifiée et inclura les nouvelles substances.

F- Du périmètre de protection

ARTICLE 51 : La demande d'institution d'un périmètre de protection établie en double exemplaire est adressée au Ministre chargé des Mines et remise avec accusé de réception ou envoyée par lettre recommandée au Directeur National de la Géologie et des Mines.

Le titulaire de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation doit joindre à sa demande les indications sur :

- a) les chantiers d'exploitation minière, les ateliers et usines de traitement et de transformation et leurs annexes qu'il désire protéger ;
- b) les limites précises du ou des périmètres de protection sollicités ;
- c) les routes, chemins et rivières dont il demande la désignation comme voies d'accès obligatoires et de pénétration dans ces périmètres ;
- d) ; les motifs qui justifient sa demande.

Il doit joindre un plan de surface à l'échelle du 1/2 500 indiquant tous les éléments cités aux paragraphes a, b et c qui précèdent.

ARTICLE 52 : L'arrêté interministériel instituant le périmètre de protection définit les limites de celui-ci et désigne les voies d'accès autorisées.

ARTICLE 53 : Un arrêté interministériel du Ministre chargé des Mines, du Ministre chargé de l'Administration Territoriale et de celui de la Sécurité, fixera les conditions de séjour et de circulation des personnes et des biens à l'intérieur des périmètres de protection.

ARTICLE 54 : Dans les trois (3) mois suivant la date de l'arrêté instituant le périmètre de protection, les points d'accès au périmètre doivent être marqués sur le terrain au moyen de poteaux posés par l'exploitant.

ARTICLE 55 : Les périmètres de protection peuvent être modifiés ou supprimés, l'exploitant entendu, par arrêté conjoint du Ministre chargé des Mines et du Ministre chargé de l'Administration Territoriale.

G- Fin de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation

ARTICLE 56 : La demande de renonciation à une partie ou à la totalité d'une autorisation d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation est adressée par lettre recommandée ou remise avec accusé de réception au Ministre chargé des Mines. Elle est de droit, si elle porte sur la totalité de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation, dès lors que les conditions énoncées aux articles 92 et 93 du Code minier ont été observées.

La renonciation est prononcée par arrêté ou décret dans un délai qui ne peut excéder quatre (4) mois à compter de l'arrêté du Ministre chargé des Mines prévu aux articles 94 et 95 du Code minier.

ARTICLE 57 : Lorsque l'autorisation d'exploitation de petite mine ou le permis d'exploitation vient à expirer, dès lors que le titulaire n'a pas demandé le renouvellement dans les conditions prévues à l'article 42 ci-dessus, il doit dans un délai de dix-huit (18) mois avant l'expiration de l'autorisation d'exploitation de petite mine ou du permis d'exploitation, prendre les dispositions prévues par le présent décret concernant l'arrêt des travaux, si celui-ci n'a pas déjà eu lieu. Conformément à l'article 44 du Code minier, le Ministre chargé des Mines donne acte par arrêté de l'arrêt définitif des travaux. Ce n'est qu'après cet arrêté que la procédure de renonciation pourra être engagée suivant les conditions prévues à l'article 56 ci-dessus.

SECTION V : DE LA SUPERPOSITION DES TITRES MINIERS

ARTICLE 58 : Les possibilités de superposition des titres miniers relatifs à des groupes distincts de substances minérales sont fonction de la nature de la substance. Elles sont fixées par l'Article 7 du Code minier.

En conséquence, l'Administration chargée des mines procédera à l'examen, au cas par cas, des demandes portant sur des substances minérales de groupes différents sur une même zone.

CHAPITRE III : DES CARRIERES

SECTION I : DES CATEGORIES ET DES CARACTERISTIQUES

ARTICLE 59 : Conformément à l'article 99 du Code minier, les carrières se subdivisent en deux catégories en fonction de leur production annuelle :

1 les carrières industrielles : elles portent sur des volumes annuels d'extraction supérieurs à 10.000 m³.

2. les carrières artisanales : elles sont exploitées à ciel ouvert et portent sur des volumes annuels d'extraction n'excédant pas 10.000 m³.

ARTICLE 60 : Toutes les carrières et leurs annexes, qu'elles soient industrielles ou artisanales, sont soumises aux dispositions du présent titre.

ARTICLE 61 : Sont considérées comme annexes, les installations de toute nature nécessaire à la marche de l'exploitation, au conditionnement et à la manutention des produits.

ARTICLE 62 : La direction technique de chaque carrière et de ses annexes est assurée par un chef de chantier pour les carrières artisanales ou d'un directeur d'exploitation pour les carrières industrielles.

Le chef de chantier ou le directeur d'exploitation est tenu de veiller à la stricte application des règlements régissant la carrière et ses annexes dont il a la charge.

Le chef de chantier ou le directeur d'exploitation représente le titulaire de l'autorisation d'ouverture ou d'exploitation de carrière. Il est l'interlocuteur des collectivités territoriales et des administrations locales et régionales, ainsi que de l'Administration chargée des Mines.

Le nom, les qualités et l'adresse du chef de chantier ou du directeur d'exploitation doivent être portés à la connaissance des Collectivités Territoriales et de l'Administration chargée des Mines.

ARTICLE 63 : La sous-traitance d'exploitation de carrière doit faire l'objet d'approbation par l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation.

Dans ce cas, le chef de chantier ou le directeur d'exploitation représente l'entreprise sous-traitante dont la responsabilité est conjointe et solidaire avec celle du titulaire initial.

ARTICLE 64 : La sous-traitance d'exploitation de carrière vaut autorisation de transport du matériau extrait de la carrière au point de cession ou d'utilisation.

ARTICLE 65 : Aucun travail d'exploitation en surface ne peut être exécuté ou aucun puits ou galerie ouvert s'il ne respecte pas les conditions fixées à l'article 77 du Code minier.

ARTICLE 66 : L'autorité compétente chargée du contrôle des carrières, mentionnée à l'article 105 du Code minier est :

- la Collectivité Territoriale de la localité où est située la carrière pour les carrières artisanales ;

- l'Administration chargée des Mines pour les carrières industrielles.

La Collectivité Territoriale peut, si elle le juge utile, se faire aider par des agents de l'Administration chargée des Mines.

Les carrières industrielles sont, par ailleurs, soumises aux dispositions de l'Article 102 du Code minier.

ARTICLE 67 : Aucune exploitation de carrière ne peut être ouverte dans un rayon de 500 mètres autour des habitations, des infrastructures scolaires, de loisirs, sanitaires, des lieux de culte ou des sites culturels.

Les limites de la carrière doivent être nettement matérialisées sur le terrain suivant des conditions de sécurité suffisantes conformément aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité dans les mines, carrières et leurs dépendances pour ce qui n'est pas contraire à la Loi minière et au présent décret.

Un panneau doit signaler le nom et la qualité de l'exploitant ainsi que les références de l'autorisation qui lui est accordée.

SECTION II : DE L'EXPLOITATION DES CARRIERES INDUSTRIELLES

A. De la présentation des demandes d'attribution et de renouvellement de l'autorisation d'exploitation de carrière

ARTICLE 68 : La demande d'autorisation d'exploitation de carrière doit être adressée au Ministre chargé des Mines et envoyée par lettre recommandée ou remise avec accusé de réception à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

L'autorisation d'exploitation de carrière est accordée par arrêté du Ministre chargé des Mines moyennant paiement de la taxe fixe de délivrance d'un montant fixé à l'article 107 du présent décret.

Elle est octroyée pour une période de dix ans au plus, renouvelable chaque fois pour une période égale ou inférieure à la période initiale.

ARTICLE 69 : Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation de carrière doit comprendre :

a) les nom, prénom (s), et qualité du requérant ; pour une société, sa dénomination, sa forme juridique (statuts) ainsi que la composition de son conseil d'administration ou de son organe de direction ;

b) les prévisions d'extraction annuelles des matériaux ainsi que leur qualité, la durée de vie de l'exploitation ;

c) les titres d'occupation du sol ou l'attestation de l'appartenance du domaine à l'Etat. Dans le cas où il ne s'agit pas d'un domaine appartenant à l'Etat et où le requérant n'est pas propriétaire du sol, une copie certifiée conforme de l'acceptation donnée par le propriétaire du sol au requérant et du contrat éventuel liant celui-ci au propriétaire du sol conformément à l'article 103 du Code minier. La durée de validité de cette acceptation et du contrat doit couvrir la durée pour laquelle l'autorisation d'exploitation est demandée ;

d) le plan de situation des lieux porté sur fonds topographique, avec cartes à l'appui, indiquant clairement les implantations de bâtiments, routes, puits et ouvrages d'art voisins ;

e) une note exposant les caractéristiques des travaux prévus avec les documents, plans et coupes nécessaires à sa compréhension ;

f) une note exposant, conformément à l'article 144 du Code minier, la compatibilité du projet avec les exigences en matière de sécurité et de salubrité publiques et de préservation de la sécurité et de la santé du personnel ;

g) une notice d'impact sur l'environnement comprenant :

- un état des lieux de l'environnement conformément aux directives environnementales ;
- une description technique du site de la carrière, des travaux et activités envisagés et des impacts écologiques majeurs du projet ;
- un plan d'urgence en cas d'activités à risques sécuritaires ;
- un programme prévisionnel chiffré de réalisation et de restauration ;
- un résumé non technique du dossier d'étude d'impact sur l'environnement ;
- une analyse des solutions de remplacement ;
- une brève description de la méthode ou des méthodes utilisées pour la consultation des collectivités territoriales et organisations concernées et les résultats y afférents ;
- une analyse coûts/avantages ;
- un plan de suivi et surveillance des impacts.

h) un rapport de faisabilité pour les carrières dont la production dépasse un (1) million de m³/an ;

i) une justification de l'expertise archéologique avant travaux.

ARTICLE 70 : La procédure qui s'applique après la remise du dossier est celle qui a été décrite dans l'article 105 du Code minier. Dans le cas d'un refus, les raisons doivent en être données par écrit au requérant. Celles-ci ne peuvent être que relatives à un manquement aux règles d'hygiène et de sécurité et /ou à une atteinte à l'environnement qui résulterait (en)t de l'exécution du projet tel qu'il est prévu.

ARTICLE 71 : Le dépôt sur un compte bloqué en banque ou la garantie callable à première demande tel (le) que mentionné à l'article 37 et suivants du présent décret, est d'un montant égal aux dépenses de réhabilitation prévues au point g) de l'article 69 ci-dessus.

L'Administration chargée des Mines pourra s'assurer le cas échéant du concours d'experts pour vérifier le bien fondé des travaux et de leur montant.

Ce montant pourra être réduit au cours d'un exercice comptable à concurrence du montant des dépenses effectivement consenties par l'exploitant pour les travaux de réhabilitation et de mise en état du site qu'il déciderait de réaliser en cours d'exploitation.

Pour effectuer la réduction du montant du dépôt ou de la garantie bancaire prévue ci-dessus, l'autorisation préalable du Directeur National de la Géologie et des Mines est requise. Le coût du dépôt ou de la garantie sera considérée comme fiscalement déductible.

ARTICLE 72 : La demande de renouvellement de l'autorisation d'exploitation de carrière, adressée au Ministre chargé des Mines, doit parvenir au Directeur National de la Géologie et des Mines au moins quatre mois avant son expiration. Le renouvellement est soumis au paiement de la taxe de renouvellement dont le montant est fixé à l'article 107 du présent décret.

Le refus du renouvellement est notifié par lettre du Ministre chargé des Mines.

ARTICLE 73 : Le titulaire d'une autorisation d'exploitation de carrière est tenu d'autoriser les représentants de l'Administration chargée de la protection des sites archéologiques, accompagnés des experts de leur choix, à visiter le périmètre d'exploitation avant l'ouverture des travaux.

En fonction des conclusions de cette visite, l'exploitant autorisera, s'il ya lieu, l'accès de ses travaux à des missions d'étude au frais de l'Administration. L'Administration chargée de la protection des sites archéologiques et l'exploitant détermineront d'un commun accord les modalités et le calendrier de ces études de façon à éviter toute entrave à l'exploitation de la carrière.

ARTICLE 74 : La taxe d'extraction et de ramassage des matériaux prévus à l'article 110 du présent décret sera versée trimestriellement à l'Administration chargée des Mines pour le compte du Trésor Public, sur la base du volume de substances extraites ou ramassées au cours du trimestre écoulé.

B- Des obligations du titulaire de l'autorisation d'exploitation de carrière

ARTICLE 75 : Les articles 82 et 91 du Code minier s'appliquent mutatis mutandis à l'exploitation des carrières industrielles.

ARTICLE 76 : L'Administration chargée des Mines exerce la surveillance administrative et la police des carrières. Celles-ci s'appliquent indifféremment aux travaux d'extraction qu'ils soient à ciel ouvert ou en souterrain et aux annexes définies à l'article 61 ci-dessus.

ARTICLE 77 : Le directeur d'exploitation est tenu de conserver dans ses bureaux les plans des travaux périodiquement mis à jour qui peuvent être consultés par les agents de l'Administration chargée des Mines.

Il doit faire parvenir à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines un rapport annuel comportant :

- les plans des travaux d'exploitation accompagnés des coupes et de tout autre document ou des renseignements permettant de se rendre compte de l'évolution de l'exploitation ;
- les données sur la production ;
- les dépenses effectuées ;
- le nombre d'employés et les informations sur le matériel utilisé ;
- la quantité des explosifs (acquisition et utilisation).

ARTICLE 78 : L'exploitant établit et tient à jour un document relatif aux risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé et qui précise les mesures prises afin de préserver la sécurité et la santé du personnel.

ARTICLE 79 : Tout fait, incident ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts énumérés au paragraphe 1 de l'article 82 du Code minier doit être porté sans délai par l'exploitant à la connaissance de l'Administration chargée des Mines.

ARTICLE 80 : L'exploitant tient à jour un document mentionnant toutes les incidences de l'exploitation sur l'occupation des sols.

ARTICLE 81 : L'exploitant tient à jour des documents relatifs aux impacts de l'exploitation sur l'environnement et le milieu du travail :

- nuisance sonore ;
 - émission de poussière, fumée et gaz ;
 - stockage de résidus et déchets ;
 - effets sur la nappe aquifère, faune et végétation ;
 - effets sur la santé des travailleurs ;
- découverte de vestiges archéologiques et de lieux d'importance historique.

ARTICLE 82 : Le titulaire de l'autorisation de carrière doit tenir à jour un registre coté et paraphé par le Directeur National de la Géologie et des Mines signalant les quantités de matériaux extraits et le volume transporté au fur et à mesure de leur extraction.

C- De la mutation de l'Autorisation d'exploitation de carrière

ARTICLE 83 : Les mutations des autorisations d'exploitation de carrière, lorsqu'elles résultent de la cession, de la transmission ou de l'amodiation sont soumises à l'autorisation préalable du Ministre chargé des Mines, sans préjudice de l'obligation d'obtenir l'autorisation du propriétaire du sol.

ARTICLE 84 : Lorsque la mutation résulte d'une cession ou d'une amodiation, l'autorisation doit être demandée soit par le cessionnaire et le cédant soit par l'amodiatrice et l'amodiant dans les six (6) mois qui suivent la signature de l'acte de cession ou d'amodiation, lequel doit comporter une clause suspensive liée à l'obtention de l'arrêté du Ministre chargé de Mines.

ARTICLE 85 : Lorsque la mutation résulte du décès du titulaire, l'autorisation doit être demandée dans les six mois qui suivent le jugement d'hérédité, par l'héritier.

L'absence de dépôt de la demande dans les délais prescrits peut entraîner l'annulation de l'autorisation d'exploitation de carrière.

ARTICLE 86 : Dans le cas d'un héritage, si l'héritier n'envisage pas la poursuite des activités du de cujus, où que sa demande pour la poursuite a été refusée, l'héritier disposera d'un délai de six (6) mois pour trouver un acquéreur.

A l'issue de cette période de six (6) mois, à défaut d'un nouvel acquéreur, l'autorisation d'exploitation de carrière sera annulée.

Dans ce cas, les éventuels travaux de remise en état et en sécurité prévus seront pris en charge par le dépôt mentionné à l'article 37 et suivants du présent décret. Au cas où le montant serait insuffisant les dépenses supplémentaires seront prises en charge par l'Etat.

ARTICLE 87 : Les actes entre vifs, passés en violation des articles qui précèdent, sont de nul effet.

ARTICLE 88 : Nul ne peut être admis à devenir titulaire d'une autorisation d'exploitation de carrière par cession, transmission ou amodiation, s'il ne satisfait pas aux conditions exigées pour obtenir une autorisation d'exploitation de carrière.

SECTION III : DE L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES ARTISANALES

A. De la présentation des demandes d'attribution ou de renouvellement de l'autorisation d'ouverture de carrière

ARTICLE 89 : L'autorisation d'ouverture de carrière est délivrée par la Collectivité Territoriale de la localité où est située la carrière.

L'autorisation d'ouverture de carrière est valable pour une période de trois ans, renouvelable chaque fois pour une période de trois ans. La demande de renouvellement de l'autorisation doit parvenir aux autorités compétentes au moins un mois avant l'expiration de l'autorisation.

La demande d'autorisation d'ouverture de carrière est faite en deux exemplaires dont l'un est envoyé par la Collectivité Territoriale à l'Administration chargée des Mines en même temps qu'un exemplaire de l'autorisation accordée par cette Collectivité Territoriale.

L'autorisation d'ouverture de carrière et son renouvellement sont soumis au paiement de la taxe de délivrance ou de renouvellement dont le montant est fixé à l'article 107 du présent décret.

Aucune extension n'est possible sur les substances d'un autre groupe pour lesquelles une demande d'autorisation d'exploitation de petite mine ou de permis d'exploitation est présentée dans les formes et conditions prévues par le Code minier.

ARTICLE 90 : Le dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière comprend :

- a) les nom, prénom (s), adresse et qualité du requérant ;
- b) les titres d'occupation du sol ou une copie de l'acceptation donnée par le propriétaire du sol au requérant ;
- c) le plan de situation des lieux porté sur fonds topographique et les travaux prévus et le cas échéant, un schéma de situation de la carrière par rapport à la localité la plus proche ;
- d) la nature des matériaux, la prévision d'extraction annuelle des matériaux ainsi que leur qualité et leur usage ;
- e) une note exposant les mesures relatives à la sécurité et la santé du personnel, la sécurité et la salubrité publiques et au respect de l'environnement ;
- f) le nombre de travailleurs qui seront employés dans la carrière à titre indicatif.

ARTICLE 91 : Dans le cas du rejet d'une demande d'autorisation d'ouverture de carrière, les raisons doivent en être données au requérant par écrit.

La Collectivité Territoriale, si elle le désire, peut consulter l'Administration chargée des Mines.

ARTICLE 92 : La taxe d'extraction et de ramassage des matériaux prévue à l'article 110 du présent décret sera versée trimestriellement à la Collectivité Territoriale dont dépend la carrière, sur la base des quantités extraites ou ramassées au cours du trimestre écoulé.

B. Des obligations du titulaire de l'autorisation d'ouverture de carrière

ARTICLE 93 : L'exploitation doit être conduite de telle manière que la carrière ne présente aucun danger pour le personnel. Le chef de chantier doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires et appliquer tous les règlements spécifiques existants, notamment en ce qui concerne les procédés d'abattage, le stockage, le transport et l'emploi des explosifs et la tenue des parois.

ARTICLE 94 : Le titulaire de l'autorisation d'ouverture de carrière doit tenir à jour un registre d'extraction et de transport des matériaux.

ARTICLE 95 : La Collectivité Territoriale signifiera au Chef de chantier les dommages que son exploitation peut éventuellement porter à l'environnement et les dangers éventuels concernant la sécurité publique. Il lui sera demandé d'y remédier, dans un délai d'un (1) mois à compter de la requête de la Collectivité Territoriale, faute de quoi la carrière sera fermée.

ARTICLE 96 : En cas d'abandon, l'exploitant doit prévenir la Collectivité Territoriale au moins un (1) mois avant l'arrêt de l'exploitation et présenter à celle-ci un projet de remise en état des lieux compatible avec la sécurité publique et l'environnement.

La Collectivité Territoriale donne son accord sur le projet ou demande éventuellement des modifications. Dans tous les cas, un projet définitif est établi au plus tard un (1) mois après la présentation du premier projet.

La Collectivité Territoriale contrôlera l'exécution des travaux conformément au projet définitif. Elle donnera à l'exploitant une attestation de leur achèvement satisfaisant.

ARTICLE 97 : Les accidents survenus à l'occasion des travaux dont sont victimes des personnes doivent être immédiatement déclarés à l'autorité municipale qui, suivant la nature et la gravité de l'accident, prendra éventuellement des mesures et informera sans délai l'administration compétente.

ARTICLE 98 : Le non-respect des règles mentionnées aux articles 93 et 97 ci-dessus rend le chef de chantier ou le titulaire de l'autorisation d'ouverture de carrière ou l'amodiatiaire passible des peines prévues au Titre X du Code minier.

SECTION IV : DE L'ARRÊT DES TRAVAUX

A. De l'Arrêt des carrières industrielles

ARTICLE 99 : Le titulaire de l'autorisation d'exploitation de carrière doit signaler son intention de cesser d'exploiter au moins quatre (4) mois avant la fin de l'exploitation en adressant, par lettre recommandée au Directeur National de la Géologie et des Mines, sa déclaration accompagnée d'un mémorandum.

ARTICLE 100 : Le mémorandum mentionné à l'article 46 ci-dessus comprend :

- les raisons de l'arrêt ;
- les incidents économiques et sociaux de l'arrêt ;
- les mesures envisagées pour assurer la protection des intérêts énumérés à l'article 83 du Code minier ; et
- le plan des travaux et installations dont l'arrêt est prévu.

ARTICLE 101 : Dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la déclaration mentionnée à l'article 99 ci-dessus, le Directeur National de la Géologie et des Mines fait savoir au titulaire de l'autorisation d'exploitation de carrière son accord sur les mesures qu'il propose ou, éventuellement, les modifications et compléments qu'il souhaite apporter à ces mesures.

ARTICLE 102 : Le titulaire de l'autorisation d'exploitation de carrière doit exécuter les travaux correspondants aux mesures qu'il a décrites dans la déclaration mentionnée à l'article 99 ci-dessus, éventuellement modifiée et complétée suivant les remarques du Directeur National de la Géologie et des Mines telles qu'indiquées à l'article 101 ci-dessus.

Les travaux doivent commencer au plus tard un (1) mois après l'arrêt de l'exploitation.

ARTICLE 103 : Les travaux sont effectués sous le contrôle de l'Administration chargée des Mines qui veille à ce que leur exécution soit conforme à la déclaration.

Après la fin des travaux, une visite des agents des services compétents de l'Administration aura lieu sur le site. Ils vérifieront la conformité des mesures prises avec celles prévues. Si cette conformité est constatée, un quitus sera délivré au titulaire de l'autorisation d'exploitation de carrière par le Directeur National de la Géologie et des Mines. Le site ne sera plus soumis à la police des carrières.

B- De l'arrêt des carrières artisanales

ARTICLE 104 : Le titulaire de l'autorisation d'ouverture de carrière doit signaler son intention de cesser d'exploiter au moins deux (2) mois avant l'arrêt de l'exploitation, en adressant à la Collectivité Territoriale de la localité où est située la carrière, sous pli recommandé avec accusé de réception, une note indiquant les mesures qu'il compte prendre pour réhabiliter le site et s'assurer que celui-ci, après la fermeture, respecte les contraintes et les obligations afférentes à la sécurité et à la santé publiques et à la préservation de l'environnement.

ARTICLE 105 : Dans un délai de six (6) semaines à compter de la réception de la note mentionnée à l'article 104 ci-dessus, des agents de la Collectivité Territoriale accompagnés d'agents des services compétents de l'Administration effectueront une visite du site pour s'assurer de l'efficacité des mesures prévues. Des modifications pourront éventuellement être apportées. Un procès-verbal fera suite à cette visite, fixant définitivement le programme des travaux de réhabilitation.

ARTICLE 106 : L'exécution à bonne fin des travaux de réhabilitation sera reconnue par une lettre de la Collectivité Territoriale au titulaire de l'autorisation d'ouverture de carrière.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FISCALES

SECTION I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 107 : L'attribution des titres miniers, des autorisations d'ouverture ou d'exploitation des carrières et des autorisations d'exploitation artisanale, leur transfert par cession ou transmission ainsi que leur renouvellement sont soumis au paiement des droits et taxes suivants :

a) taxe de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation d'ouverture ou d'exploitation des carrières :

- ouverture de carrière artisanale :5 000 à 10 000 F
- exploitation de carrière industrielle :500 000 F

b) en phase de recherche, indépendamment de la superficie et du groupe de substances minérales :

- taxe de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation de prospection4 000 000 F ;

- taxe de délivrance d'un permis de recherche indépendamment de sa surface : 5 000 000 F ;

- taxe de renouvellement d'un permis de recherche à chaque renouvellement :5 000 000 F ;

c) en phase d'exploitation :

- taxe de délivrance et de renouvellement de carte d'exploitation artisanale : 2 500 à 10 000 F ;

- taxe de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation d'exploitation de petite mine indépendamment du groupe de substances minérales :15 000 000 F ;

- taxe de délivrance ou de renouvellement d'un permis d'exploitation des substances des groupes 1 et 2 indépendamment de sa surface : 100 000 000 F ;

- taxe de délivrance ou de renouvellement d'un permis d'exploitation des substances des groupes 3, 4 et 5 indépendamment de sa surface :20 000 000 F ;

d) en cas de cession, la taxe sur la plus value de cession ou de transmission d'un titre minier de recherche ou d'exploitation est de 10%.

Toutefois, même en l'absence de plus-value, il sera prélevé :

* pour les permis de recherche et autorisation de prospection : 2% du coût des travaux réalisés jusqu'à la date de cession, conformément au programme indiqué dans la Convention d'Etablissement ;

* pour les permis d'exploitation et autorisation d'exploitation : 1% de la valeur hors taxe du projet définie par l'étude de faisabilité.

ARTICLE 108 : Les titulaires d'autorisation de prospection, de permis de recherche, de permis d'exploitation et d'autorisation d'exploitation de petite mine sont tenus de s'acquitter d'une redevance superficielle annuelle, comme suit :

a) pour les permis de recherche, autorisations de prospection des substances minérales des groupes 1 et 2 :

- 1000 F/km² pendant la première période de validité ;
- 1500 F/km² pendant la période qui suit le premier renouvellement ;

- 2000 F/km² pendant la période qui suit le deuxième renouvellement ;

b) pour les permis de recherche, autorisations de prospection des substances des groupes 3, 4 et 5 :

- 500F/km² pendant la première période de validité ;
- 750F/km² pendant la période qui suit le premier renouvellement ;

- 1000 F/km² pendant la période qui suit le deuxième renouvellement et suivants ;

c) pour les permis d'exploitation des substances des groupes 1 et 2 :100 000 F/km² ;

d) pour les autorisations d'exploitation de petites mines des substances des groupes 1 et 2 :50 000 F/km² ;

e) pour les permis d'exploitation des substances des groupes 3, 4 et 5 :20 000 F/km² ;

f) pour les autorisations d'exploitation de petites mines des substances des groupes 3, 4 et 5 :10 000 F/km².

ARTICLE 109 : Les produits miniers des groupes 1 et 2 sont soumis à un impôt spécial dit «Impôt Spécial sur Certains Produits (ISCP)», au taux de 3% et à une redevance additionnelle dite taxe ad valorem au taux de 3%.

Le taux de la taxe ad valorem pour les produits miniers des substances du groupe 3, 4 et 5 est de 1%.

ARTICLE 110 : Les titulaires d'autorisations d'ouverture ou d'exploitation de carrières sont soumis au paiement d'une taxe d'extraction ou de ramassage de matériaux, proportionnelle au volume de matériaux extrait ou ramassé fixée comme suit :

- 300 F/m³ pour les carrières industrielles,

- 200 F/m³ pour les carrières artisanales.

SECTION II : DU REGIME FISCAL ET DOUANIER PARTICULIER

ARTICLE 111 : Conformément à l'article 134 du Code minier, les titulaires de permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine qui sollicitent un Avenant à leur Convention d'Etablissement initiale, aux fins de bénéficier du régime fiscal et douanier particulier, doivent adresser au Ministre chargé des Mines :

a) le programme d'investissement assorti d'un plan de financement ;

b) le compte de résultat prévisionnel après extensions et modifications ;

c) le plan annuel de production et d'exportation (ou vente) de la société ;

d) le plan d'emploi et le programme de formation professionnelle ;

e) le plan de situation et le planning d'exécution des travaux d'extension des activités et de modification des procédés, avec les références sur les techniques et méthodes utilisées ;

f) une étude d'impact environnemental et social des extensions et expansions.

CHAPITRE V : DE LA GESTION DES MINES

SECTION I : DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 112 : Conformément à l'article 140 du Code minier, tout titulaire d'un permis d'exploitation ou d'une autorisation d'exploitation de petite mine est tenu de se conformer aux dispositions relatives à :

- la gestion des produits dangereux et des déchets associés ;
- la gestion des eaux usées et des effluents miniers ;
- la gestion des bassins à boue et des déchets miniers ;
- la gestion environnementale d'un projet minier ;

- la gestion et au contrôle des émissions pour la préservation des changements climatiques.

ARTICLE 113 : Tout titulaire d'un permis d'exploitation ou d'autorisation d'exploitation de petite mine est tenu d'élaborer et de mettre en œuvre des procédures appropriées et propres au site pour gérer les substances chimiques et pour assurer le transport, l'entreposage, la manutention, l'utilisation et la mise au rebut sécuritaire des substances chimiques, des carburants et lubrifiants.

ARTICLE 114 : Pour l'élimination des eaux usées domestiques, la société est tenue de construire des installations de traitement des eaux usées sur le site d'exploitation afin d'éviter toute contamination des eaux de surface et des eaux souterraines, y compris les réserves d'eau potable.

ARTICLE 115 : Tout exploitant doit s'assurer que la conception des installations est conforme aux normes de sécurité maximales.

Ces ouvrages doivent faire l'objet d'un contrôle d'une surveillance rigoureuse uniforme et régulière pendant toute la durée de vie de la mine.

ARTICLE 116 : Tout titulaire de permis d'exploitation ou d'autorisation de petite mine est tenu de mettre en place un programme de réduction de production, de tri et de recyclage des déchets.

Les déchets solides doivent être enfouis et recouverts régulièrement dans un site ne permettant pas une migration des eaux de percolation vers les eaux de surface et les eaux souterraines.

ARTICLE 117 : Tous les stockages d'hydrocarbures et lubrifiants doivent être faits sur des surfaces étendues avec des murets de confinement.

ARTICLE 118 : Tout titulaire de permis d'exploitation ou d'autorisation de petite mine est tenu de mettre en place un plan de gestion des eaux et des bassins à boue sur le site d'exploitation.

ARTICLE 119 : Tout titulaire de permis d'exploitation ou d'autorisation de petite mine est tenu d'élaborer et mettre en œuvre un programme propre au site pour la surveillance de la qualité des eaux d'exhaure recueillies et des eaux provenant des haldes, des stériles et des parcs à résidus miniers ainsi que les eaux de surface et souterraines pouvant être contaminées par l'activité minière.

ARTICLE 120 : L'exploitant est tenu de prévenir et limiter tout rejet de contaminants ou de résidus miniers susceptibles d'avoir de graves répercussions sur l'environnement.

ARTICLE 121 : Tout exploitant est tenu d'instaurer des procédures régulières d'inspection, de surveillance, de vérification d'enregistrement des données et de rapport sur une base régulière des caractéristiques importantes de la digue à stérile incluant un suivi de rendement et des contrôles opérationnels.

ARTICLE 122 : Tout exploitant est tenu de procéder à l'évaluation des risques, incluant l'identification et l'évaluation des possibilités de défaillance.

ARTICLE 123 : Tout exploitant doit utiliser les résidus miniers et les stériles comme matériaux de remblayage dans la mine afin de réduire la quantité de ces matériaux.

ARTICLE 124 : Tout exploitant est tenu de concevoir et mettre en œuvre un programme propre au site d'exploitation pour surveiller les stériles et les résidus miniers.

ARTICLE 125 : Tout titulaire de titre minier est tenu de mettre en place des dispositifs techniques pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (équipement des engins miniers, collecteurs de poussières, installations de filtres anti fumées, promotion de sources d'énergie propre, etc.).

ARTICLE 126 : Le contrôle et la surveillance des bassins à boues doivent porter sur les aspects suivants :

- l'inspection des digues ;
- le contrôle de la construction ;
- les méthodes de lutte contre les poussières ;
- les mesures d'assurance de la qualité et de contrôle visant tous les aspects de l'exploitation ;
- la mise en place d'un plan d'urgence en cas d'accident grave.

ARTICLE 127 : L'Administration chargée des Mines et les services techniques du Ministère chargé de l'Environnement effectueront des visites d'inspection pour vérifier les procédures et les mesures mises en place par l'exploitant pour réduire les risques et améliorer la sécurité des travailleurs.

SECTION II : DE LA FERMETURE DE MINE

ARTICLE 128 : Conformément à l'article 152 et suivants du Code minier, toute société d'exploitation est tenue d'informer l'Administration chargée des Mines de son intention de fermeture au moins trois ans avant l'arrêt définitif des travaux d'exploitation.

ARTICLE 129 : Les installations définies à l'article 154 du Code minier concernant les installations d'extraction, de traitement du minerai et les installations auxiliaires.

ARTICLE 130 : La société est tenue de fournir à l'Administration chargée des Mines, trois ans avant la fin des travaux d'exploitation, toutes les spécificités des installations et équipements sur le site.

Au cas où l'administration serait intéressée par la récupération des installations et équipements, elle a un délai de 3 mois après la visite desdits installations et équipements pour manifester son intention.

Cette visite devra intervenir un an avant la fermeture de la mine.

Dans ce cas, dès réception des installations et équipements par l'Etat, la société est déchargée de toute responsabilité à l'égard desdits installations et équipements.

ARTICLE 131 : Au cours de la fermeture des mines, le titulaire du titre d'exploitation est tenu de répertorier toute contamination associée à l'utilisation et à l'entretien des véhicules et des équipements et mettre en œuvre des mesures correctives au besoin.

ARTICLE 132 : Dans le cas des mines souterraines, la société est tenue d'évaluer le risque d'affaissement et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir tout affaissement.

ARTICLE 133 : Sur le site, les installations, de même que les équipements qui ne sont pas utilisés, doivent être enlevés et entreposés de façon sécurisée. Toutefois, ces derniers peuvent être préservés pour leur utilisation après la fermeture du site.

ARTICLE 134 : Les routes d'accès principales et secondaires au site, selon le cas, doivent être conservées d'une façon adéquate afin de permettre l'accès au site après la fermeture en vue d'en faire la surveillance et de procéder aux inspections et aux activités d'entretien.

ARTICLE 135 : La société d'exploitation est tenue, à la fin de la phase d'exploitation, de réaliser une évaluation globale des risques associés à la fermeture de la mine afin de déterminer les conséquences possibles d'une défaillance et d'élaborer et mettre en œuvre des stratégies de contrôle à long terme pour gérer les risques.

ARTICLE 136 : Avant la clôture des travaux de fermeture, la société d'exploitation est tenue de procéder à l'échantillonnage et à l'analyse du sol et des autres matériaux afin de s'assurer qu'ils ne sont pas contaminés par l'amiante, le mercure, le cyanure ou tout autre produit dangereux.

ARTICLE 137 : Dans le cas des substances minérales radioactives, des mesures particulières doivent être prises lors de la fermeture des parcs à résidus miniers afin de prévenir ou de limiter les émissions de radon.

ARTICLE 138 : L'aménagement du terrain après la fermeture doit être conçu de façon à satisfaire aux objectifs de la fermeture de la mine et à l'utilisation après la fermeture du site.

ARTICLE 139 : Le rétablissement d'une couverture végétale sur le site doit tenir compte des caractéristiques du sol qui sera utilisé et des exigences pédologiques des végétaux considérés.

ARTICLE 140 : Le suivi, l'évaluation et le contrôle du plan de fermeture mentionné à l'article 152 du Code minier seront assurés par la commission de fermeture dont la composition et les modalités de fonctionnement seront définies par arrêté du Ministre chargé des Mines.

CHAPITRE VI : DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

ARTICLE 141 : Conformément à l'article 148 du Code minier, tout postulant à un permis d'exploitation ou à une autorisation d'exploitation de petite mine doit élaborer un plan de développement communautaire susceptible de couvrir les secteurs d'intervention prioritaires suivants :

a) le développement d'infrastructures de désenclavement :

- aménagement de pistes rurales ;
- construction et aménagement de routes, ponts et digues.

b) le développement d'infrastructures et d'équipements de base :

- construction ou renforcement des adductions d'eau.

c) l'amélioration des services sociaux de base :

- construction ou renforcement de centres de santé, d'établissements scolaires.

d) la promotion de l'emploi :

- prévoir un système de recrutement privilégié pour les emplois subalternes pour les populations riveraines ;
- promouvoir la formation professionnelle des employés.

e) l'appui aux activités rurales et de reboisements initiés par les populations locales.

ARTICLE 142 : La société d'exploitation est tenue de prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du plan.

ARTICLE 143 : La société d'exploitation est tenue de consulter le Comité Technique de Développement Communautaire et Local élargi sur toute modification ou ajout qui aura un effet important sur le contenu du plan.

CHAPITRE VII : DE LA POLICE DES MINES

SECTION I : CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 144 : La Police des Mines est assurée par l'Administration chargée des Mines et les Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions du présent décret.

SECTION II : OUVERTURE DES TRAVAUX

A. Catégorie de travaux

ARTICLE 145 : Tous travaux, qu'ils soient de recherche ou d'exploitation, sont soumis soit à déclaration soit à autorisation de l'Administration chargée des Mines.

ARTICLE 146 : Les travaux de recherche, dès lors qu'ils impliquent un terrassement total inférieur ou égal à 20 000 m³ ou n'ont pas d'incidence sur des ressources en eau, sont soumis à déclaration selon la procédure prévue **aux sections II et III** du présent sous-titre.

Les sondages rentrent dans cette procédure dès lors qu'ils ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences sur des ressources en eau.

ARTICLE 147 : Les travaux de recherche dont le terrassement total est supérieur à 20 000 m³ ou qui ont une incidence sur des ressources en eau, sont soumis à autorisation selon la procédure prévue **à la section IV** du présent sous-titre.

B. Constitution du dossier relatif aux travaux définis à l'article 146 ci-dessus

ARTICLE 148 : Le dossier relatif aux travaux définis à l'article 146 ci-dessus est composé :

a) d'un document attestant l'identité et la qualité du déclarant ;

b) d'une note exposant les caractéristiques principales des travaux prévus, avec les documents, plans et coupes nécessaires à leur compréhension ;

c) d'un chronogramme indicatif des travaux ;

d) d'un devis estimatif des dépenses.

Ce dossier, dans le cas d'un permis de recherche ou d'une autorisation de prospection, correspond aux programmes mentionnés à l'article 16 du présent décret. Il est donc établi sur une base annuelle, à l'exception éventuelle de l'année d'octroi du permis ou de l'autorisation.

ARTICLE 149 : Le déclarant adresse le dossier au Directeur National de la Géologie et des Mines. Sauf mention contraire écrite du déclarant, ces documents sont confidentiels et le resteront jusqu'à la plus longue des deux périodes suivantes :

- durée de la validité du titre minier,
- trois (3) ans à compter de la date de remise du dossier conformément à l'article 109 du Code minier.

C. Procédure concernant la déclaration des travaux définis à l'article 146 ci-dessus

ARTICLE 150 : La remise du dossier défini à la section II du présent sous-titre fera l'objet d'un accusé de réception du Directeur National de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 151 : Dans le cas où le Directeur National de la Géologie et des Mines jugerait que les travaux projetés portent atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 82 du Code minier, il ferait connaître ses observations au déclarant dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception du dossier.

Le déclarant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour répondre à ces observations.

Dans les autres cas, le déclarant peut entreprendre les travaux à l'issue d'un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception de son dossier.

D. Constitution du dossier relatif aux travaux définis à l'article 147 ci-dessus

ARTICLE 152 : Les travaux définis à l'article 147 ci-dessus sont soumis à autorisation du Directeur National de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 153 : Le dossier relatif aux travaux prévus à l'article 147 ci-dessus est constitué :

des documents attestant l'identité et la qualité du déclarant ;

a) d'une note relative aux objectifs poursuivis, aux méthodes de recherche ou d'exploitation envisagées et dans ce dernier cas, les productions annuelles prévues ;

b) d'un mémoire détaillé exposant les caractéristiques des travaux prévus avec les documents, plans et coupes nécessaires à sa compréhension ;

c) d'un chronogramme des travaux ;

d) dans le cas de travaux de recherche, du montant estimatif des dépenses ;

e) d'une étude d'impact environnement détaillée ;

f) d'une note exposant, conformément à l'article 82 du Code minier, la compatibilité du projet avec les normes d'hygiène et de sécurité du travail ainsi que la sécurité et la salubrité publiques.

ARTICLE 154 : A l'exception des rubriques a, e et f de l'article 153 ci-dessus dont le Directeur National de la Géologie et des Mines peut juger d'une éventuelle diffusion partielle ou totale, sauf mention contraire écrite du déclarant, le dossier est confidentiel et le restera pendant la plus longue des deux périodes suivantes :

- durée de la validité du titre minier,
- trois (3) ans à compter de la date de remise du dossier conformément à l'article 109 du Code minier.

E. Procédure concernant la demande d'autorisation des travaux définis à l'article 147 ci-dessus

ARTICLE 155 : La remise de dossier défini à la section IV ci-dessous fera l'objet d'un accusé de réception du Directeur National de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 156 : Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, l'Administration chargée des Mines en vérifiera la recevabilité.

A défaut de remarques dans ce délai, la demande sera considérée comme recevable. Le cas échéant, le Directeur National de la Géologie et des Mines la fera compléter.

ARTICLE 157 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines communiquera le dossier aux Administrations concernées. La Direction Nationale de la Géologie et des Mines et les Administrations concernées disposent d'un délai d'un (1) mois, à compter de la date d'introduction définitive du dossier, pour faire connaître leurs observations.

ARTICLE 158 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines communiquera sa décision, dans un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la date d'introduction définitive du dossier.

ARTICLE 159 : La date finale retenue pour l'introduction définitive du dossier sera celle de sa remise une fois complétée, le cas échéant.

L'autorisation d'effectuer les travaux est donnée par le Directeur National de la Géologie et des Mines. Celui-ci fait connaître au demandeur les prescriptions particulières se rapportant à la sécurité et l'environnement dont il entend assortir son autorisation.

ARTICLE 160 : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de faire connaître au Directeur National de la Géologie et des Mines les modifications qu'il envisage d'apporter à ses travaux dès lors qu'elles sont susceptibles de modifier de façon significative les données du dossier initial.

Le Directeur National de la Géologie et des Mines, après consultation des administrations concernées peut, si les changements le justifient, soit prescrire des dispositions supplémentaires, soit signifier au demandeur qu'il doit présenter une nouvelle demande suivant la procédure de ce chapitre. Dans ce dernier cas, le bénéficiaire peut poursuivre ses travaux selon les modalités prévues initialement jusqu'à la nouvelle autorisation.

SECTION III : SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE ET POLICE DES MINES

A. Objectifs :

ARTICLE 161 : La Police des Mines vise à prévenir et à mettre fin aux dommages imputables aux activités de recherche et d'exploitation, et plus particulièrement, à faire respecter les contraintes et obligations mentionnées dans les articles 82 et 91 du Code minier.

ARTICLE 162 : L'Administration chargée des Mines, sous l'autorité du Ministre chargé des Mines, exerce la surveillance administrative et la Police des Mines.

ARTICLE 163 : La surveillance administrative et la Police des Mines s'appliquent à tous les travaux de recherche ou d'exploitation minière, effectués sur l'ensemble du territoire national.

A cet effet, les titulaires des titres miniers sont tenus de mettre à la disposition des agents des Administrations compétentes de l'Etat, tous les plans, registres et documents dont la tenue est exigée par la réglementation minière et la réglementation du travail. Ces agents formulent des observations techniques qui n'entraînent pas l'arrêt des travaux, sauf en cas de péril imminent, mais dont l'inobservation engage la responsabilité de l'exploitant.

ARTICLE 164 : La surveillance administrative et la Police des Mines s'appliquent indifféremment aux travaux d'extraction à ciel ouvert ou souterrains, et aux installations de surface telles que définies à l'article 79 du Code minier.

B. Obligations des exploitants :

ARTICLE 165 : Les entrepreneurs de travaux et utilisateurs des installations mentionnées à l'article 164 ci-dessus, ou leurs mandataires, sont considérés comme exploitants au sens du présent titre. Tout exploitant est tenu de faire élection de domicile au Mali.

ARTICLE 166 : L'exploitant établi et tient à jour un document de sécurité et de santé qui détermine les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé et précise les mesures prises afin de préserver la sécurité et la santé du personnel. Ce document devra fournir les données de base qui seront synthétisées dans le document prévu à l'article 86 du Code minier.

Ce document sera adressé semestriellement à l'Administration chargée des Mines. Il portera sur les statistiques du personnel, les faits sociaux et ceux relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

ARTICLE 167 : Tout fait, incident ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts énumérés à l'article 82 du Code minier doit être porté sans délai par l'exploitant à la connaissance de l'Administration chargée des Mines.

ARTICLE 168 : L'exploitant tient à jour une liste des maladies professionnelles et des accidents de travail ayant entraîné pour leurs victimes une incapacité de travail d'au moins quatre (4) jours et l'inclut dans le rapport prévu à l'article 86 du Code minier.

ARTICLE 169 : L'exploitant tient à jour un document mentionnant toutes les incidences de l'exploitation sur l'occupation des sols :

- l'évolution de son domaine immobilier sur toute la zone influencée par l'exploitation ;
- les mesures systématiques sur la stabilité des sols affectés par des cavités souterraines ou des tirs de mines ;
- les relevés techniques détaillés sur les affaissements ou les effondrements qui se produiraient à la surface.

ARTICLE 170 : L'exploitant tient à jour des documents relatifs aux impacts de l'exploitation sur l'environnement et le milieu du travail notamment :

- nuisance sonore ;
- émission de poussière, de fumée et de gaz ;
- stockage de résidus ;
- effets sur des effluents et des modifications du niveau hydrostatique liés à l'exploitation sur les rivières et la nappe aquifère ;
- effets sur la santé des travailleurs.

Des dispositifs de mesures systématiques doivent être prévus.

ARTICLE 171 : A partir des documents décrits dans les articles 169 et 170 du présent décret, l'exploitant établira une synthèse annuelle conformément aux prescriptions de l'article 85 du Code minier.

Ce rapport annuel comportera, en plus des éléments prévus à l'article 85 du Code minier, l'actualisation du programme chiffré de réhabilitation en tenant compte des évolutions de la situation environnementale notées au cours de l'année écoulée et des travaux de réhabilitation effectués.

C. Du bornage des titres miniers :

ARTICLE 172 : Dans un délai de trois (3) mois à compter de la date d'octroi d'un permis ou d'une autorisation d'exploitation de petite mine, son titulaire doit procéder, à ses frais, au bornage du périmètre attribué.

Dans le cas d'une autorisation d'exploitation de carrière, le bornage doit être effectué, aux frais du titulaire dans un délai de deux (2) mois à compter de l'acquisition de l'autorisation.

ARTICLE 173 : Le bornage doit être réalisé en présence d'un représentant de l'Administration chargée des Mines, d'un représentant des administrations régionales et locales et d'un représentant des collectivités locales comprises à l'intérieur du périmètre du permis d'exploitation.

ARTICLE 174 : Le Directeur de la Cartographie et de la Topographie doit déléguer un géomètre, pour assister aux opérations de bornage.

ARTICLE 175 : Les bornes doivent être réalisées en ciment et placées à chaque angle du périmètre du titre avec des côtés orientés Nord-Sud et Est-Ouest vrais.

Les bornes doivent comporter sur un de leurs côtés, les inscriptions portant la dénomination du titulaire et les numéros et dates de l'acte administratif portant attribution du titre minier.

D. Exercice de la Police des Mines :

ARTICLE 176 : Les mesures de police importantes applicables aux mines font l'objet d'une instruction émanant de l'Administration chargée des Mines qui, sauf cas de péril imminent, invite l'exploitant à lui présenter ses observations dans un délai imparti.

ARTICLE 177 : Lorsque l'exploitant ne se conforme pas aux mesures prescrites par les dispositions de l'article 82 du Code minier, les pénalités et sanctions prévues par la Loi minière seront appliquées.

SECTION IV : ARRET DES TRAVAUX

ARTICLE 178 : La déclaration pour approbation prévue à l'article 91 du Code minier devra être remise au Directeur National de la Géologie et des Mines qui délivrera un accusé de réception.

ARTICLE 179 : Cette déclaration est accompagnée :

1) d'un plan des travaux et installations, dont l'arrêt ou la fin d'utilisation est prévu, ainsi que du plan de la surface correspondante ;

2) d'un mémoire exposant les mesures déjà prises et celles qu'il est envisagé de prendre pour assurer :

- la protection des intérêts énumérés à l'article 82 du Code minier en fin d'exploitation, accompagnée d'un bilan des effets des travaux et de l'évaluation des conséquences de leur arrêt,

- les charges liées aux mesures de compensation envisagées dans le domaine de l'eau ;

3) d'un document relatif aux incidences prévisibles des travaux effectués sur la tenue des terrains de surface ;

4) d'un récapitulatif des mesures prises, s'il y a lieu, en ce qui concerne les travaux déjà arrêtés et les installations qui ne sont plus utilisées.

La déclaration indique, le cas échéant, si une partie ou la totalité des travaux et des installations doit être utilisée pour des activités non couvertes par les dispositions du Code minier.

ARTICLE 180 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines peut, dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la déclaration, demander des compléments d'information au titulaire du titre minier. La déclaration, complétée le cas échéant, est adressée par le Directeur National de la Géologie et des Mines aux administrations concernées qui disposent d'un délai d'un (1) mois pour faire connaître leur avis.

Au vu de ces avis, le Directeur National de la Géologie et des Mines donne acte à la déclaration du titulaire ou prescrit des mesures supplémentaires non prévues par celui-ci.

A défaut de prescription par le Directeur National de la Géologie et des Mines de mesures supplémentaires dans un délai de trois (3) mois à compter de l'accusé de réception mentionné à l'article 178 ci-dessus, le titulaire procède à l'exécution de son programme dans les conditions prévues dans sa déclaration.

Lorsque des mesures supplémentaires ont été prescrites, le titulaire en tient compte dans l'exécution de ses travaux.

ARTICLE 181 : Le titulaire doit exécuter les travaux correspondant aux mesures qu'il a décrites dans la déclaration mentionnée à l'article 178 ci-dessus, éventuellement modifiée et complétée suivant la procédure définie à l'article 180 ci-dessus.

Les travaux doivent commencer au plus tard six (6) mois après l'accusé de réception mentionné à l'article 178 ci-dessus. Les travaux sont effectués sous le contrôle de l'Administration chargée des Mines qui veille périodiquement à ce que leur exécution soit conforme à la déclaration éventuellement modifiée.

ARTICLE 182 : Le ministre du Commerce, des Mines et de l'Industrie, le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, le ministre de l'Energie, de l'Eau et de l'Environnement, le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire et le ministre de l'Equipement, des Transports, du Logement et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République,
le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre du Commerce, des Mines et de l'Industrie,
Ahmadou TOURE**

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget,
Tièna COULIBALY

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Energie, de l'Eau et de l'Environnement,
par intérim,
Moussa Léo SIDIBE

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la
Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire,
Colonel Moussa Sinko COULIBALY

Le ministre de l'Equipement, des Transports, du
Logement et de l'Urbanisme,
Mamadou COULIBALY

DECRET N°2012-312/P-RM DU 21 JUIN 2012
PORTANT ABROGATION DE DECRETS DE
NOMINATION AU MINISTERE DES POSTES ET
DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Les dispositions des Décrets ci-après portant nomination au Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies sont abrogées :

- N°2011-411/P-RM du 28 juin 2011 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Boubacar Sidiki WALBANI**, N°Mle 983-48.P, Inspecteur des Finances en qualité de **Secrétaire Général** ;

- N°2011-488/P-RM du 03 août 2011 portant nomination de Madame **Aminata MAIGA**, Ingénieur en qualité de **Chef de Cabinet** et de Monsieur **Badra Aliou MACALOU**, N°Mle 755-40.F, Professeur en qualité de **Conseiller Technique** ;

- N°01-382/P-RM du 21 août 2001 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Assana DIAWARA**, N°Mle 763-68.M, Administrateur Civil en qualité de **Conseiller Technique** ;

- N°2011-453/P-RM du 20 juillet 2011 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Boubacar COULIBALY**, Ingénieur en qualité de **Conseiller Technique**, de Monsieur **Aliou TRAORE**, Economiste et de Madame **GUINDO Mariam Maya OUATTARA**, Communicatrice en qualité de **Chargés de mission**.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA

Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA

Le ministre de la Communication, de la Poste
et des Nouvelles Technologies,
Porte-Parole du Gouvernement,
Hamadoun TOURE

Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA

DECRET N°2012-313/P-RM DU 21 JUIN 2012
PORTANT ABROGATION DE DECRETS DE
NOMINATION AU CABINET DU MINISTRE DE LA
COMMUNICATION

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Les Décrets ci-après portant nomination au Cabinet du ministre de la Communication sont abrogés :

- N°2011-362/P-RM du 26 mai 2011 portant nomination de Madame **DIOUF Rokia CISSE**, Journaliste en qualité de **Chef de Cabinet**, de Monsieur **Amadou Béidy HAIDARA**, Juriste en qualité de **Chargé de mission**, de Monsieur **Djélimakani DIABATE**, Cameraman en qualité d'**Attaché de Cabinet** et de Monsieur **Bah TRAORE**, N°Mle 0130-182.J, Secrétaire d'Administration en qualité de **Secrétaire Particulier** ;

- N°2011-727/P-RM du 2 novembre 2011 portant nomination de Madame **Hati Younoussa MAIGA**, N°792-43.J, Journaliste et réalisateur en qualité de **Chargé de mission** ;

- N°2011-027/P-RM du 1^{er} février 2011 portant nomination de Monsieur **Baba DAGAMAÏSSA**, N°Mle 389-78.N, Journaliste et Réalisateur en qualité de **Chargé de mission** au Cabinet du ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre de la Communication, de la Poste
et des Nouvelles Technologies,
Porte-Parole du Gouvernement,
Hamadoun TOURE**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

**DECRET N°2012-314/P-RM DU 21 JUIN 2012
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE LA
COMMUNICATION, DE LA POSTE ET DES
NOUVELLES TECHNOLOGIES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats Généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés au Ministère de la Communication, de la Poste et des Nouvelles Technologies en qualité de :

I- Secrétaire Général :

- Monsieur **Cheick Oumar MAIGA**, N°Mle 447-70.E, Journaliste et Réalisateur ;

II- Chef de Cabinet :

- Madame **Jacqueline KONATE**, Assistante Ingénieur ;

III- Conseillers Techniques :

- Monsieur **Souhahébou COULIBALY**, N°Mle 0121-119.K, Ingénieur Informaticien ;

- Monsieur **Mamadou Hady TRAORE**, N°Mle 479-85.X, Ingénieur des constructions Civiles ;

- Monsieur **Seydou Baba TRAORE**, N°Mle 792-43.J, Journaliste et Réalisateur ;

- Monsieur **Baba KONATE**, Ingénieur des Télécommunications ;

- Madame **MAIGA Fatoumata Sékou DICKO**, N°Mle 0111-265.M, Magistrat.

IV- Chargés de mission :

- Madame **Bintou CAMARA**, Expert Comptable ;

- Monsieur **Maley DANFAKHA**, Economiste ;

- Monsieur **Alfousseïny SIDIBE**, Journaliste.

V- Attaché de Cabinet :

- Monsieur **Oumar Bouri CISSE**, Chimiste.

VI- Secrétaire Particulière :

- Madame **KONE Astan LY**, Assistante de Direction.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre de la Communication, de la Poste
et des Nouvelles Technologies,
Porte-parole du Gouvernement,
Hamadoun TOURE**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

**DECRET N°2012-315/P-RM DU 21 JUIN 2012
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE
LA COMMUNICATION, DE LA POSTE ET DES
NOUVELLES TECHNOLOGIES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009/AN-RM du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance N°09-010/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret N°09-137/P-RM du 27 mars 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret N°10-654/P-RM du 16 décembre 2010 déterminant le cadre organique de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Nouhoum DIALLO**, N°Mle 457-17.V, Inspecteur des Finances, est nommé **Directeur des Finances et du Matériel** du Ministère de la Communication, de la Poste et des Nouvelles Technologies.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge le Décret N°2011-309/P-RM du 26 mai 2011 portant nomination de Monsieur **N'Golo COULIBALY**, N°Mle 787-56.Z, Inspecteur des Finances en qualité de **Directeur des Finances et du matériel** du Ministère de la Communication et le Décret N°2011-342/P-RM du 14 juillet 2011 portant nomination de Madame **TRAORE Mariam DIAKITE**, N°Mle 434-18.W, Administrateur Civil en qualité de **Directeur des Finances et du matériel** du Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre de la Communication, de la Poste
et des Nouvelles Technologies,
Porte-Parole du Gouvernement,
Hamadoun TOURE**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

DECRET N°2012-316/P-RM DU 21 JUIN 2012 PORTANT ABROGATION DES DECRETS DE NOMINATION AU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGEES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Les dispositions Décrets ci-après portant nomination au Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées sont abrogées :

- N°00-172/P-RM du 05 avril 2000 portant nomination de Monsieur **Amadou ROUAMBA**, N°Mle 350-44.A, Professeur en qualité de **Secrétaire Général** ;

- N°2011-232/P-RM du 12 mai 2011 portant nomination de Monsieur **Houro DIAKITE**, Inspecteur de Sécurité Sociale en qualité de **Chef de Cabinet** et de Monsieur **Mamadou KEITA**, Comptable en qualité d'**Attaché de Cabinet** ;

- N°00-216/P-RM du 03 mai 2000 portant nomination de Monsieur **Koulou FANE**, N°Mle 350-79.P, Inspecteur des Finances en qualité de **Conseiller Technique** ;

- N°00-333/P-RM du 14 juillet 2000 portant nomination de Madame **TOURE Oumou CAMARA**, N°Mle 432-71.F, Administrateur des Affaires Sociales en qualité de **Conseiller Technique** ;

- N°02-362/P-RM du 15 juillet 2002 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Mamadou Tidiane BERTE**, N°Mle 344-60.T, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural en qualité de **Conseiller Technique** ;

- N°04-012/P-RM du 21 janvier 2004 portant nomination de Monsieur **Ibrehima GOITA**, N°Mle 934-76.X, Ingénieur des Constructions Civiles en qualité de **Conseiller Technique** ;

- N°04-186/P-RM du 11 juin 2004 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Drissa CISSE**, N°Mle 397-43.Z, Magistrat en qualité de **Conseiller Technique** ;

- N°09-119/P-RM du 20 mars 2006 portant nomination de Monsieur **Moumouni DIARRA**, N°Mle 944-89.L, Administrateur des Affaires Sociales et Monsieur **Sidi BOCOUM**, Juriste en qualité de **Chargés de mission** ;

- N°09-377/P-RM du 20 juillet 2009 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Ibrahima GUINDO**, Journaliste en qualité de **Chargé de mission**.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre de la Santé,
ministre de l'Action Humanitaire, de la Solidarité
et des Personnes Agées par intérim,
Soumana MAKADJI**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

DECRET N°2012317/P-RM DU 21 JUIN 2012 PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGEES

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats Généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés au Ministère de l'Action Humanitaire, de la Solidarité et des Personnes Agées en qualité de :

VII- Secrétaire Général :

- Monsieur **Amadou ROUAMBA**, N°Mle 350-44.A, Professeur ;

VIII- Chef de Cabinet :

- Monsieur **Cheick Oumar TALL**, Juriste ;

IX- Conseillers Techniques :

- Monsieur **Drissa CISSE**, N°Mle 397-43.Z, Magistrat ;

- Monsieur **Almoukoutar HAIDARA**, N°Mle 425-18.W, Administrateur de l'Action Sociale ;

- Monsieur **Koulou FANE**, N°Mle 350-79.P, Inspecteur des Finances ;

- Madame **KOUYATE Fanta KAMISSOKO**, N°Mle 926-25.N, Administrateur de l'Action Sociale ;

- Monsieur **Abdoulaye TRAORE**, N°Mle 410-62.W, Administrateur de l'Action Sociale ;

X- Chargés de mission :

- Monsieur **Ibrahima SANHGO**, Journaliste ;

- Monsieur **Moumouni DIARRA**, N°Mle 944-89.L, Administrateur de l'Action Sociale ;

- Monsieur **Issa A. MAIGA**, Journaliste.

XI- Attaché de Cabinet :

- Monsieur **Cheick Tidiane WAGUE**, Technicien en informatique.

ARTICLE 2 : Le présent décret, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre de la Santé,
ministre de l'Action Humanitaire, de la Solidarité
et des Personnes Agées par intérim,
Soumana MAKADJI**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

**DECRET N°2012-318/P-RM DU 21 JUIN 2012
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR
GENERAL DE L'INSTITUT D'ETUDES ET DE
RECHERCHES EN GERONTO-GERIATRIE
(MAISON DES AINES)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements Publics à caractère Scientifique, Technologique ou Culture ;

Vu l'Ordonnance N°98-038/P-RM du 20 juillet 1998 portant création de l'Institut d'Etudes et de Recherche en Géronto-Gériatrie, dénommé « Maison des Aînés » ;

Vu le Décret N°98-256/P-RM du 20 août 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Institut d'Etudes et de Recherche en Géronto-Gériatrie, dénommé « Maison des Aînés » ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Modibo DIALLO**, N°Mle 425-11.M, Administrateur de l'Action Sociale, est nommé **Directeur Général** de l'Institut d'Etudes et de Recherche en Géroto-Gériatrie, dénommé « Maison des Aînés ».

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre de la Santé,
ministre de l'Action Humanitaire, de la Solidarité
et des Personnes Agées par intérim,
Soumana MAKADJI**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

**DECRET N°2012-319/P-RM DU 21 JUIN 2012
PORTANT NOMINATION A L'INSPECTION DES
AFFAIRES SOCIALES**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;
Vu l'Ordonnance N°00-054/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Affaires Sociales ;
Vu le Décret N°01-070/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Affaires Sociales ;
Vu le Décret N°01-121/P-RM du 5 mars 2009 déterminant le cadre organique de l'Inspection des Affaires Sociales ;

Vu le Décret N°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle Général des Services Publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés Inspecteurs à l'Inspection des Affaires Sociales en qualité de :

I- Inspecteur en Chef :

- Monsieur **Modibo Kane DIA**, N°Mle 946-14.B, Professeur ;

II- Inspecteur en Chef Adjoint :

- Madame **TOURE Oumou CAMARA**, N°Mle 432-71.F, Administrateur de l'Action Sociale ;

III- Inspecteur :

- Monsieur **Mamadou Tidiane BERTE**, N°Mle 344-60.T, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre de la Santé,
ministre de l'Action Humanitaire, de la Solidarité
et des Personnes Agées par intérim,
Soumana MAKADJI**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

DECRET N°2012-320/P-RM DU 21 JUIN 2012 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR NATIONAL DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009/AN-RM du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N°97-007/P-RM du 13 janvier 1997 portant création de la Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique ;

Vu le Décret N°97-125/P-RM du 18 mars 1997 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,
DECRETE :**

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Dramane COULIBALY**, N°Mle 349-95.H, Inspecteur de la Jeunesse et des Sports, est nommé **Directeur National** des Sports et de l'Education Physique.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge le Décret N°09-262/P-RM du 2 juin 2009 portant nomination de Monsieur **Djibril GUEYE**, N°Mle 349-94.G, Inspecteur de la Jeunesse et des Sports en qualité de **Directeur National** des Sports et de l'Education Physique, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le Premier ministre,
Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

**Le ministre des Sports,
Hameye Founé MAHALMADANE**

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

DECRET N°2012-321/P-RM DU 21 JUIN 2012 PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DES SPORTS

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats Généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,
DECRETE :**

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés au Ministère des Sports en qualité de :

I- Secrétaire Général :

- Monsieur **Seydou DAWA**, N°Mle 785-55.Y, Inspecteur de la Jeunesse et des Sports ;

II- Chef de Cabinet :

- Monsieur **Gouro Sidy ALY DIALLO**, Manager ;

III- Conseillers Techniques :

- Monsieur **Moriké Moussa TRAORE**, N°Mle 373-05.F Professeur ;

- Monsieur **Sékou TOURE**, N°Mle 0109-280.G Administrateur de l'Action Sociale ;

- Madame **Salamatou MAIGA**, N°Mle 343-07.H Administrateur de l'Action Sociale ;

- Madame **SY Fatoumata M. BABY**, N°Mle 472-13.P Professeur.

IV- Chargés de mission :

- Monsieur **Abdoulaye TOURE**, Sociologue ;

- Monsieur **Moussa BOLLY**, Journaliste Réalisateur ;

- Monsieur **Mamadou Baba TRAORE**, Juriste.

V- Attaché de Cabinet :

- Monsieur **Alhousseïne DOUCOURE**, Greffier.

VI- Secrétaire Particulier :

- Monsieur **Gaoussou DAOU** N°Mle 382-36.R, Secrétaire d'Administration.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge les dispositions des Décrets :

- N° 08-239/P-RM du 18 avril 2008 en tant qu'elles portent nomination de monsieur **Seydou DAWA**, N°Mle 785-55.Y, Inspecteur de la Jeunesse et des Sports en qualité de **Secrétaire Général** du ministère de la Jeunesse et Sports ;

- N°2011-233/P-RM du 12 mai 2011 portant nomination de monsieur **Sidy CAMARA**, N°Mle 932-65.J Administrateur Civil en qualité de **Chef de Cabinet** et de monsieur **Alou DIABATE**, Secrétaire Assistant de Gestion en qualité de **Attaché de Cabinet** du ministre de la Jeunesse et des Sports ;

- N°2011-826/P-RM du 22 décembre 2011 portant nomination de monsieur **Gaoussou DAOU** N°Mle 382-36.R, Secrétaire d'Administration en qualité de **Secrétaire Particulier** du ministre de la Jeunesse et des Sports, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre**

**Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

Le Premier ministre,

**Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

Le ministre des Sports,

Hameye Founé MAHALMADANE

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

**DECRET N°2012-322/P-RM DU 21 JUIN 2012
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DES
SPORTS**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009/AN-RM du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance N°09-010/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret N°09-137/P-RM du 27 mars 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Finances et du Matériel ;

Vu le Décret N°2010-634/P-RM du 29 novembre 2010 déterminant le cadre organique de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère des Sports ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°2012-193/P-RM du 17 avril 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-194/P-RM du 24 avril 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°2012-222/P-RM du 11 mai 2012 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Abdoul Karim KONE**, N°Mle 0103-940.N , Inspecteur des Services Economiques, est nommé **Directeur des Finances et du Matériel** du Ministère des Sports.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge le Décret N°2011-301/P-RM du 26 mai 2011 portant nomination de Monsieur **Adama Moro SIDIBE**, N°Mle 762-88.K, Inspecteur des Services Economiques en qualité de **Directeur des Finances et du Matériel** du Ministère de la Jeunesse et des Sports, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 21 juin 2012

**P/Le Président de la République par intérim,
le Premier ministre**

**Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

Le Premier ministre,

**Docteur Cheick Mohamed Abdoulaye Souad dit
Modibo DIARRA**

Le ministre des Sports,

Hameye Founé MAHALMADANE

**Le ministre Délégué auprès du ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget, Chargé du Budget,
ministre de l'Economie, des Finances
et du Budget par intérim,
Marimpa SAMOURA**

ARRETES**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ARRETE N°2012-1116/MESRS-SG DU 14 MAI 2012
FIXANT LES CONDITIONS D'ACCES, LE REGIME
DES ETUDES ET DES EVALUATIONS DE LA
FACULTE D'AGRONOMIE ET DE MEDECINE
ANIMALE (FAMA) DE L'UNIVERSITE DE SEGOU.**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

ARRETE :

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} : Le présent arrêté fixe les conditions d'accès, le régime des études et des évaluations de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Animale (FAMA) De l'Université de Ségou.

ARTICLE 2 : La Faculté d'Agronomie et de Médecine Animale (FAMA) assure en cinq (5) ans après le baccalauréat et tout diplôme équivalent une formation universitaire sanctionnée par le diplôme de Licence en 3 ans et le Master en 2 ans.

ARTICLE 3 : La Faculté assure une formation initiale (Licence et Master) et une formation Doctorale.

CHAPITRE II : DES CONDITIONS D'ACCES

ARTICLE 4 : Tous les candidats à l'inscription en première année sont soumis à une sélection sur étude de dossier.

ARTICLE 5 : L'inscription est obligatoire et annuelle. Elle doit être renouvelée au début de chaque année universitaire. Les étudiants de la première année doivent impérativement s'inscrire dans la période du 15 septembre au 15 octobre de chaque année. Pour les étudiants des autres cycles, la période d'inscription est fixée par décision du Recteur.

ARTICLE 6 : L'inscription est subordonnée au paiement des frais d'inscription, de formation dont les modalités et les taux sont fixés par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur sur proposition du Conseil de l'Université.

Pour s'inscrire, chaque étudiant doit remplir et déposer le formulaire d'inscription et le formulaire d'engagement du respect du règlement Intérieur et des autres textes qui régissent la faculté.

CHAPITRE III : DU REGIME DES ETUDES

ARTICLE 7 : La formation repose entièrement sur le système LMD. Les cours sont dispensés par semestre et à plein temps.

ARTICLE 8 : Le cycle des études est de six (6) semestres pour la Licence, quatre (4) semestres pour le Master et six (6) semestres pour le Doctorat. Il est structuré en parcours composés d'Unités d'Enseignement (UE).

ARTICLE 9 : L'enseignement se fait selon le Système de Crédits Capitalisables et Transférables (ECTS). Il est basé sur l'octroi d'unités de compte exprimées sous forme de valeurs numériques à chaque étudiant, qui satisfait aux conditions de validation et en fonction du volume d'activités requis, affectées à chaque UE.

ARTICLE 10 : L'admission à la Licence ne donne pas automatiquement droit d'inscription au Master. Les critères d'accès au Master seront fixés par décision du Recteur après avis du Conseil Pédagogique et Scientifique.

ARTICLE 11 : Le nombre de crédits réglementaires à valider au cours d'un semestre est de 30. Le volume horaire (cours magistraux, travaux dirigés et travaux pratiques) correspondant à un crédit est de 20 heures. Pour la licence, l'obtention de 180 crédits sera requise ; tandis que pour le Master, le nombre de crédits requis est de 120.

ARTICLE 12 : Les étudiants ont droit à six inscriptions durant le cycle des études en tenant en compte une année de redoublement durant la Licence et une année de redoublement durant le Master.

ARTICLE 13 : L'enseignement comprend des cours théoriques, des travaux pratiques et dirigés. L'étudiant inscrit doit suivre obligatoirement tous les enseignements.

CHAPITRE IV : DES EVALUATIONS

ARTICLE 14 : A la fin de chaque module dispensé l'étudiant est soumis à un contrôle de connaissance. La note requise pour avoir la totalité des crédits est de 12/20.

ARTICLE 15 : A la fin de chaque semestre, le Conseil des professeurs se réunit pour procéder à l'évaluation des résultats obtenus par chaque étudiant.

ARTICLE 16 : Pour être admis à un nouveau semestre, l'étudiant doit valider tout ou partie des unités d'enseignement.

ARTICLE 17 : La formation pour la licence comporte trois (3) stages dont la durée est d'un mois pendant les deux premières années et de six mois en dernière année.

Pour le master, la formation comporte cinq (5) stages dont la durée est d'un mois pendant les quatre premières années et de six mois en dernière année.

ARTICLE 18 : A l'issue du stage de la dernière année, l'étudiant soutient un projet de fin d'études devant un jury composé d'enseignants de la Faculté et de professionnels. Une décision du recteur fixera les modalités des soutenances.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 19 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 14 mai 2012

**Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,
Harouna KANTE**

ARRETE N°2012-1117/MESRS-SG DU 14 MAI 2012 DETERMINANT LES MISSIONS ET LES FILIERES DE FORMATION DE LA FACULTE D'AGRONOMIE ET DE MEDECINE ANIMALE DE L'UNIVERSITE DE SEGOU.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le présent arrêté détermine les missions et les filières de formation de la Faculté d'agronomie et de Médecine Animales (FAMA) de l'Université de Ségou.

CHAPITRE I : DES MISSIONS DE LA FACULTE

ARTICLE 2 : La FAMA a pour mission de participer aux enseignements et aux recherches à l'Université de Ségou.

A ce titre, elle est chargée de :

* Dispenser des enseignements de formation initiale niveaux Licence, Master, Doctorat et de formation continue dans les domaines relevant de sa compétence ;

* Appuyer l'insertion des jeunes diplômés dans le tissu socio professionnel ;

* Développer les échanges scientifiques par notamment :

- les mobilités de personnel enseignant, d'étudiants et de programmes avec les partenaires au Mali, dans la sous région, en Afrique et dans le monde ;

- l'organisation de colloques de séminaires et symposiums internationaux ;

* Réaliser et participer à la réalisation de tous travaux d'étude, d'expertise et de suivi capable de contribuer au développement socio-économique du Mali, de la sous région et de l'Afrique ;

* Assurer la formation professionnelle ;

* Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'enseignement et de recherche.

CHAPITRE II : DES FILIERES DE FORMATION ET DES DEPARTEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DES DEPARTEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE.**SECTION I : DES FILIERES DE FORMATION**

ARTICLE 3 : Les filières de formations de la FAMA sont :

- la Production et la santé animale ;
- l'Hydraulique agricole ;
- l'Agroéconomie.

SECTION II : DES DEPARTEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

ARTICLE 4 : La FAMA est organisée en Département d'Enseignement et de recherche comprenant :

* un département d'Enseignement et de Recherches en Agronomie ;

* un département d'Enseignement et de Recherches en Production animales ;

* un département d'Enseignement et de Recherches en technologie Agro alimentaire ;

* un département d'Enseignement et de Recherches en Agroéconomie.

ARTICLE 5 : En cas de nécessité, des filières de formation et des DER peuvent créés par Arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur sur proposition du Recteur.

ARTICLE 6 : L'organisation et les modalités de fonctionnement des DER sont fixées par décision du Recteur après avis du Conseil des Professeurs.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 14 mai 2012

**Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,
Harouna KANTE**

ARRETE N°2012-1118/MESRS-SG DU 14 MAI 2012 PORTANT REGLEMENT INTERIEUR DE L'UNIVERSITE DE SEGOU.

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

ARRETE :

TITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GENERALES**CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION.**

ARTICLE 1^{er} : Le présent arrêté fixe le règlement intérieur de l'Université de Ségou.

ARTICLE 2 : Le présent Intérieur a pour objet de fixer les règles relatives aux domaines suivants :

- * le fonctionnement des organes de l'université ;
- * la sécurité du personnel ;
- * l'hygiène à l'intérieur de l'Université ;
- * la discipline.

ARTICLE 3 : Tout le personnel de l'Université ainsi que les étudiants ont l'obligation de se conformer sans restriction, ni réserve aux prescriptions du présent Règlement Intérieur.

Des décisions et des notes de service compléteront si nécessaire ce dispositif. Celles-ci ne sauraient en aucune façon le restreindre.

ARTICLE 4 : Le présent Règlement Intérieur s'impose aux parties pour toute question non réglée par un texte légal, par le contrat individuel de travail ou par l'usage.

CHAPITRE II : STRUCTURE DU PERSONNEL

ARTICLE 5 : Le personnel de l'Université comprend :

- * les enseignants fonctionnaires ou contractuels ;
- * les agents administratifs et techniques, fonctionnaires ou contractuels ;
- * les chercheurs.

Le personnel enseignant et le personnel administratif et technique sont régis, soit par le Statut particulier du personnel enseignant de l'Enseignement Supérieur, soit par le Statut Général des fonctionnaires soit par le Code du Travail.

Toutefois, pour des besoins de service, le Recteur peut sur proposition du responsable de la structure de formation et de recherche, faire appel à des collaborateurs extérieurs. Ces collaborateurs extérieurs sont tenus au respect des dispositions du présent Règlement Intérieur.

CHAPITRE III : OBLIGATIONS ET DROITS DU PERSONNEL ET DES ETUDIANTS.

ARTICLE 6 : Le personnel et les étudiants sont tenus de se conformer aux ordres et prescriptions indiqués ci-dessous.

Tout personnel doit respect à son supérieur hiérarchique qui, en retour, lui doit considération.

Il est interdit de :

- * entrer dans les établissements en état d'ivresse ;

* rester dans les locaux et bureaux après les heures de service sans autorisation de l'autorité compétente ou sans motif justifié ;

* commettre des actes de nature à troubler l'ordre et faire obstacle à la liberté de travail et d'étude ;

* distribuer des documents de nature à perturber l'ordre public ;

* porter et faire circuler des armes et tout autre objet ou produit jugé dangereux.

ARTICLE 7 : Il est tenu un registre de présence dans tous les services afin de contrôler l'heure d'arrivée et de sortie du personnel administratif et technique. Dans le registre de présence nul ne peut émarger à la place d'une autre personne.

Le port du badge d'identification est obligatoire pour tout le personnel de l'Université, y compris les contractuels et les enseignants associés, sous peine de sanctions.

Tout retard sans justification peut entraîner l'application des sanctions prévues par le Statut Général des Fonctionnaires ou par le Code du Travail.

Il est tenu au Rectorat et dans chaque structure de formation et de recherche un relevé des absences au jour le jour. Ces relevés sont centralisés au niveau du Chef de Service des ressources humaines à la fin de chaque mois.

ARTICLE 8 : Chaque agent, chaque étudiant, est personnellement responsable de l'entretien et de la garde du matériel de travail qui lui est confié.

Toute perte, destruction volontaire ou non du matériel de travail doit être immédiatement signalée au chef hiérarchique direct.

Les destructions volontaires et les vols font l'objet de sanctions disciplinaires conformément à la réglementation en vigueur sans préjudice des poursuites judiciaires.

ARTICLE 9 : Chaque année, le service des Ressources Humaines est tenu d'actualiser le fichier du personnel de l'Université.

ARTICLE 10 : La constitution de syndicats est autorisée au sein de l'Université.

Toutes les réunions syndicales sont portées au préalable à la connaissance du responsable de la structure d'accueil qui est tenu d'en informer le Recteur vingt quatre heures à l'avance.

Toute réunion non académique qui se tient dans l'enceinte de l'Université doit être soumise à l'autorisation expresse du Recteur quarante huit heures à l'avance.

ARTICLE 11 : l'Université organise des stages de perfectionnement, de recyclage et de formation de son personnel.

Tout agent bénéficiaire d'une formation doit, au préalable, s'engager à réintégrer l'Université, après sa formation sous peine de rembourser les frais engagés plus les pénalités prévues à cet effet.

ARTICLE 12 : Pour tout avancement, reclassement ou régularisation de situation administrative, une commission annuelle est mise en place par décision du Recteur.

ARTICLE 13 : Les enseignants sont les principaux responsables des activités pédagogiques des étudiants. Ils ont le devoir d'assurer les enseignements, travaux pratiques, travaux dirigés et les encadrements, conformément aux objectifs définis par les programmes officiels et dans le respect de la rigueur scientifique et des obligations professionnelles et morales. Les enseignants contribuent à l'innovation et à l'actualisation des pratiques et méthodes pédagogiques et participent aux activités d'assistance pédagogique, de formation continue, de recherche, de production de matériel didactique et plus généralement à l'animation de la vie universitaire. Ils ont droit à la formation. L'encadrement se fait dans le strict respect des textes en vigueur.

ARTICLE 14 : L'encadrement se fait dans le strict respect des textes en vigueur.

ARTICLE 15 : le Recteur établit, au début de chaque année universitaire, les besoins en enseignants et identifie les compétences existant au niveau des institutions de recherche et des autres structures. Ces besoins sont communiqués à la tutelle.

ARTICLE 16 : Tout enseignant peut obtenir du Recteur une autorisation d'absence après avis motivé du Chef DER dont il relève.

Dans ce cas, les jours et heures de cours restent dus. L'enseignant est tenu de les effectuer dès son retour.

ARTICLE 17 : Les enseignants ont l'obligation de faire des contrôles de connaissances. Les résultats de ces contrôles doivent être portés à la connaissance des étudiants et de la direction des structures de formation dans le délai fixé par l'autorité hiérarchique.

TITRE II : DE LA FORMATION

CHAPITRE I : DE L'INSCRIPTION A L'UNIVERSITE

ARTICLE 18 : L'inscription est annuelle et obligatoire pour tout étudiant de l'Université. Elle est indispensable pour la validation de l'année universitaire.

Les inscriptions ne doivent en aucun cas empêcher le démarrage et la poursuite des enseignements.

Les étudiants des premières années doivent impérativement s'inscrire dans la période du 15 septembre et 15 octobre de chaque année. Pour les étudiants des autres cycles, la période d'inscription est fixée par décision du Recteur.

ARTICLE 19 : Les droits d'inscription, les frais pédagogiques et tout autre frais lié à la formation de l'étudiant sont fixés par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur sur proposition du Recteur, après avis du Conseil de l'Université.

ARTICLE 20 : L'inscription des étudiants non maliens à l'Université de Ségou est soumise aux conditions fixées par décision du Recteur.

Toutefois, les étudiants non maliens ne doivent pas dépasser les 25 % des effectifs.

CHAPITRE II : DES DEROGATIONS AUX CONDITIONS D'INSCRIPTION

ARTICLE 21 : Des dérogations peuvent être accordées aux étudiants de l'Université par le Recteur en cas d'épuisement de scolarité.

ARTICLE 22 : Les demandes de dérogations formulées par les étudiants accompagnées des pièces justificatives sont transmises au Recteur par les responsables des structures de formation et de recherche avec un avis motivé.

La période de recevabilité des dossiers de dérogation est fixée par décision du Recteur.

CHAPITRE III : DU CONSEIL DE SANTE DE L'UNIVERSITE ET DES REPORTS D'ANNEE.

ARTICLE 23 : Le Conseil de Santé de l'Université est la seule instance habilitée à se prononcer sur les demandes de report d'année.

Sa création, son organisation et ses modalités de fonctionnement sont fixées par décision du Recteur.

ARTICLE 24 : Les reports d'année sont accordés par le Recteur après avis du Conseil de Santé de l'Université dans les cas suivants :

* maladie ayant empêché l'étudiant de passer les évaluations ;

* grossesse ayant empêché l'étudiante de passer les évaluations.

ARTICLE 25 : Les demandes de report d'année ainsi que les pièces justificatives sont déposées auprès des Secrétaires Principaux des structures de formation et de recherche de l'Université.

Elles sont transmises au Recteur avec l'avis motivé des responsables de structures.

Le Recteur soumet ensuite ces demandes au Conseil de Santé de l'Université pour avis trois semaines avant la date limite des inscriptions.

CHAPITRE IV : DU DEROULEMENT DE L'ANNEE UNIVERSITAIRE

ARTICLE 26 : Le début et la fin de l'année universitaire, dans chaque structure de formation et de recherche, sont fixés par décision du Recteur, sur proposition du responsable de la structure de formation et de recherche, après avis de l'assemblée de cette structure. Ces décisions sont immédiatement communiquées à la tutelle.

ARTICLE 27 : Les dates des grandes vacances et des congés sont fixées par le Recteur après avis du Conseil de l'Université.

Les journées d'étudiants sont organisées pendant ces périodes. En dehors de ces périodes, des jours fériés et des fêtes légales, tous les autres jours de l'année universitaire sont consacrés aux activités pédagogiques et de recherche.

Toutes autres activités, y comprises celles relatives aux parrainages de promotions d'étudiants, doivent au préalable, faire l'objet de demandes communiquées à l'avance, quinze (15) jours au moins, au responsable de la structure de formation et de recherche.

TITRE IV : DE LA DISCIPLINE DES ETUDIANTS

CHAPITRE I : DU CONSEIL DE DISCIPLINE

ARTICLE 28 : Lorsqu'il procède à l'examen des questions disciplinaires concernant les étudiants, le Conseil Pédagogique et Scientifique de l'Université est qualifié de « Conseil de Discipline de l'Université ».

Il est saisi par le Recteur, soit sur proposition du responsable de la structure de formation et de recherche dont relève l'étudiant présumé fautif, soit sur proposition du responsable de la structure où l'acte d'indiscipline aurait été commis.

ARTICLE 29 : Une commission d'instruction est constituée par décision du Recteur pour chaque problème disciplinaire concernant un étudiant. La Commission comprend : le responsable de la structure de formation et de recherche où l'étudiant est inscrit, un représentant du personnel enseignant et un représentant de l'administration.

Dans le cas où l'acte d'indiscipline a été commis dans une autre structure, la Commission est élargie à deux représentants de cette structure.

ARTICLE 30 : La Commission procède à l'audition des parties et produit un rapport soumis au Recteur dans les meilleurs délais.

ARTICLE 31 : Dès réception de ce rapport, le Recteur convoque le Conseil de Discipline. La convocation qui doit comporter les griefs, la date, l'heure et le lieu est adressée à l'étudiant concerné trois (3) jours au moins avant la réunion du Conseil de Discipline.

ARTICLE 32 : La procédure du Conseil étant contradictoire, l'étudiant peut se défendre lui-même, de vive voix, par écrit ou se faire assister par deux personnes au plus de son choix.

ARTICLE 33 : Pour la validité des décisions, la présence de la majorité absolue des membres du Conseil est nécessaire. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, la sanction la plus forte est éliminée.

ARTICLE 34 : Les décisions du Conseil de Discipline sont consignées dans un procès-verbal. Les décisions infligeant des sanctions de suspension et d'exclusion sont notifiées par le Recteur à l'étudiant concerné par voie d'huissier dans le délai de huit jours, à compter de la date du prononcé de celle-ci. Elles sont également communiquées aux responsables académiques de la structure dont relève l'étudiant et à l'autorité de tutelle. Le procès-verbal de la réunion est tenu par un membre du Conseil de Discipline désigné en début de séance par le Président.

Les archives du Conseil de Discipline sont conservées au Secrétariat Général de l'Université.

ARTICLE 35 : Les décisions du Conseil de Discipline sont exécutoires.

CHAPITRE II : DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES, DES INTERDICTIONS ET DES OBLIGATIONS

ARTICLE 36 : Les sanctions disciplinaires sont :

1°) Par lettre du Recteur :

- a) la réprimande ;
- b) l'avertissement.

2°) Par décision du Recteur :

- a) le blâme ;
- b) l'interdiction de prendre des inscriptions et de subir des évaluations pendant une période allant de un à deux ans ;
- c) l'exclusion définitive de l'étudiant de l'Université.

3°) Par décision du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur :

L'exclusion définitive des Structures publiques de l'Enseignement Supérieur.

ARTICLE 37 : Les menaces, les injures et les séquestrations, les coups et blessures à l'encontre des responsables de structures, des enseignants, des personnels administratif et technique et des étudiants, entraînent la traduction de leur (s) auteur (s) devant le Conseil de Discipline sans préjudice de poursuites judiciaires.

ARTICLE 38 : Tout étudiant inscrit à l'Université s'engage à respecter, outre les personnes et leurs biens, les mesures suivantes :

- l'interdiction d'acte de vandalisme sur les locaux et sur le matériel ;
- l'interdiction de perturbations du déroulement normal des activités pédagogiques à l'aide de quelque moyen que ce soit ;
- le respect des libertés individuelles et collectives ;
- le respect du corps enseignant et du personnel administratif et technique ;
- l'observation de toutes les instructions de l'administration de l'Université ;
- l'interdiction des assemblées d'étudiants pendant les heures de cours.

Le non respect de ces mesures entraîne la traduction du ou des contrevenants devant le Conseil de Discipline de l'Université.

ARTICLE 39 : Tout étudiant inscrit à l'Université de Ségou doit respecter les prescriptions des services de l'Université notamment les calendriers des inscriptions, des congés et des vacances universitaires.

La présence de l'étudiant est obligatoire aux séances de travaux dirigés, de travaux pratiques et aux stages selon les structures de formation et de recherche.

L'absence à trois séances de travaux dirigés ou de travaux pratiques selon les structures fait perdre à l'étudiant le droit de valider le module.

L'étudiant doit obligatoirement se soumettre à la vérification d'identité lors des inscriptions, et des évaluations. Il le doit aussi à tout moment à la demande du responsable de la structure de formation et de recherche.

ARTICLE 40 : Toute fraude, tentative de fraude ou fausse déclaration commises par un étudiant lors d'une inscription ou d'une évaluation entraîne l'annulation de son inscription, ou de son évaluation.

En cas de flagrant délit de fraude au corps d'une évaluation, le candidat est exclu de la salle et l'annulation de l'évaluation est prononcée par le chef du département concerné.

ARTICLE 41 : L'auteur de la fraude et ses complices sont traduits devant le Conseil de Discipline de l'Université sans préjudice de poursuites judiciaires.

Le Recteur peut interdire l'accès des locaux de l'Université à tout étudiant faisant l'objet d'une procédure disciplinaire jusqu'à la tenue du Conseil de Discipline.

L'interdiction d'accès à l'enceinte de l'Université s'applique à tout étudiant frappé d'une mesure d'exclusion définitive.

TITRE V : DE LA DISCIPLINE DU PERSONNEL DE L'UNIVERSITE

ARTICLE 42 : Tout agent de l'Université qui manque à ses devoirs dans le cadre de l'exercice de ses fonctions s'expose à une sanction disciplinaire sans préjudice de poursuites judiciaires.

ARTICLE 43 : Les sanctions disciplinaires applicables au personnel sont, par ordre de gravité :

- l'avertissement ;
- le blâme ;
- la mise à pieds ;
- le licenciement.

L'avertissement et le blâme constituent des sanctions du premier degré. Ces sanctions sont infligées par le responsable de la structure de formation et de recherche concernée. Les autres sanctions sont du ressort du Recteur sur proposition du Conseil de Discipline.

ARTICLE 44 : Pour tout agent, la mise à pied entraîne le non-paiement du salaire pour la période considérée. L'avertissement et la mise à pied sont infligés directement par le Recteur.

Le licenciement est prononcé par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur conformément aux dispositions statutaires ou contractuelles applicables à l'agent en cause.

Tout agent qui abandonne son service pendant six (6) jours est considéré comme démissionnaire.

ARTICLE 45 : Toute sanction doit être précédée d'une demande d'explication, adressée à l'agent pour lui permettre dans un délai de soixante (72) heures, de fournir par écrit les explications sur les faits qui lui sont reprochés.

ARTICLE 46 : Toute fraude, tentative de fraude, de complicité de fraude ou fausse déclaration, commise par un agent du Rectorat, un responsable ou un agent des structures de formation et de recherche, lors de l'exercice de ses fonctions, est passible de sanctions disciplinaires conformément à la législation en vigueur.

TITRE VI : DE L'HYGIENE ET DE LA SECURITE

ARTICLE 47 : Les règles d'hygiène et de sécurité à observer sont, entre autres :

- la tenue en état constant de propreté des bâtiments et locaux affectés au travail du personnel et aux activités pédagogiques et de recherche ;

- l'entretien, le suivi des toilettes et des salles d'eau ;

- l'interdiction des inscriptions et autres graffitis sur les murs à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;

- la protection de l'environnement de travail (ateliers, laboratoires et autres locaux affectés au travail) contre les émanations provenant des fosses d'aisance et de toute autre source de pollution ;

- l'interdiction au personnel et aux étudiants de prendre des repas dans les locaux affectés au travail, aux activités pédagogiques et de recherche ;

- la mise en place dans chaque établissement d'extincteurs en bon état de fonctionnement ;

- la tenue obligatoire des blouses de travail dans les laboratoires et ateliers ;

- l'interdiction de tout affichage en dehors des lieux prévus à cet effet ;

- l'interdiction de toute pratique de dégradation des pelouses et autres lieux d'agrément ;

- l'interdiction des nuisances sonores.

TITRES VII : DES CONGES

ARTICLE 48 : Le personnel de l'Université, selon son statut, a droit fixés par la législation en vigueur. Il s'agit des congés suivants :

- congé annuel ;
- congé de maladie ;
- congé de maternité ;
- congé de formation ;
- congé d'expectative ;
- congé d'intérêt public ;
- congé spécial ;
- congé pour raisons familiales.

ARTICLE 49 : Toutes les interruptions de service pour raison de santé, qu'il s'agisse d'une maladie ou d'un accident, doivent être justifiées par un certificat médical délivré par un médecin.

Le certificat doit préciser dans tous les cas, si l'intéressé se trouve en repos médical ou hospitalisé ainsi que les dates de début et de fin de l'incapacité de travail. Il est délivré pour une période indéterminée si la fin de l'incapacité ne peut être précisée.

Les responsables du personnel de l'Université, des structures de formation et de recherche tiennent dans un registre les relevés mensuels d'arrêt de travail.

Un extrait de ce registre est transmis tous les trois (3) mois au Recteur.

TITRE VIII : DE L'UTILISATION DES LOCAUX DE L'UNIVERSITE

ARTICLE 50 : Les locaux de l'Université sont destinés aux activités d'enseignement, de recherche et aux besoins de l'administration.

Ils peuvent accessoirement accueillir des manifestations à caractère éducatif, scientifique, culturel et sportif organisées par les enseignants et les étudiants après autorisation du Recteur.

ARTICLE 51 : Les salles de classes et les amphithéâtres peuvent servir à l'organisation d'ateliers, de séminaires, de conférences et de rencontres organisés par des personnes publiques ou privées dans les conditions déterminées par le Recteur.

ARTICLE 52 : L'organisation privative dans les locaux de l'Université de la formation complémentaire ou continue, en cours du soir, en week-end, ou en cours de vacances, est autorisée.

ARTICLE 53 : En cas d'utilisation privative des locaux de l'Université, une redevance sera payée au Rectorat. Les conditions de cette location seront définies par décision du Recteur.

Les conditions d'utilisation des locaux sont fixées par un contrat-type entre le Recteur et le promoteur.

TITRE IX : DES DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 54 : Le présent Règlement Intérieur s'applique au personnel et à tous les étudiants de l'Université de Ségou.

ARTICLE 55 : Tout étudiant, au moment de son inscription s'engage par écrit, à respecter les dispositions du présent Règlement intérieur.

ARTICLE 56 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 14 mai 2012

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,
Harouna KANTE

DECISIONS

MALIENNE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS/TIC ET POSTES.

DECISION N°12-053/MCPNT-AMRTP PORTANT AUTORISATION D'UTILISATION DES FREQUENCES RADIOELECTRIQUES PAR LE BUREAU DE COORDINATION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AUTORITE MALIENNE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS/TIC ET POSTES.

Vu l'Ordonnance n°2011-023/P-RM du 28 septembre 2011, relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication en République du Mali ;

Vu l'Ordonnance n°2011-024/P-RM du 28 septembre 2011, portant régularisation du secteur des Télécommunications, des Technologies de l'Information, de la Communication et des Postes en République du Mali ;

Vu le Décret n°08-064/P-RM du 7 février 2008 portant nomination du Directeur du Comité de Régulation des Télécommunications ;

Vu l'Arrêté n°03-2735/MCNT-SG du 15 décembre 2003 portant établissement du plan national d'attribution des fréquences ;

Vu l'Arrêté Interministériel n°04-2328/MCNT-MEF-SG du 22 octobre 2004 portant barème tarifaire des redevances pour l'utilisation des fréquences radioélectriques ;

Vu l'Arrêté n°2011-5579/MPNT-MEF du 30 décembre 2011 portant modification de barème des redevances pour l'utilisation des fréquences radioélectriques ;

Vu les Demandes du Bureau de coordination du Système des Nations Unies en date du 30 avril et 29 mai 2012 ;

La Direction Générale ayant délibéré en sa session du 04 juin 2012

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} : Le Bureau de coordination du Système des Nations Unies, Hamdallaye ACI 2000, Immeuble Alou DIARRA, est autorisée à utiliser les fréquences définies dans les tableaux ci-après pour l'Exploitation de ses réseaux HF et VHF sur le territoire national dans le cadre de ses activités de coopération :

Fréquences		
CH	Fréq. en KHz	Mode
1	3721,5	USB/LSB
2	3950	USB/LSB
3	5185	USB/LSB
4	6896	USB/LSB
5	6280	USB/LSB
6	7734	USB/LSB
7	8375	USB/LSB
8	8550	USB/LSB
9	9004	USB/LSB
10	9485	USB/LSB
11	10180	USB/LSB
12	10832,5	USB/LSB
13	13925	USB/LSB
14	15300	USB/LSB
15	9322	USB/LSB
16	6905,5	USB/LSB
17	10222,1	USB/LSB

Fréquences VHF/MHZ	
152,0700	148,0700
156,5000	151,5000
158,1000	153,1000
160,9000	165,9000
167,3000	162,3000
148,3125	

ARTICLE 2 : Les présentes fréquences sont assignées pour une durée de cinq (05) ans renouvelable par décision de l'AMRTP.

ARTICLE 3 : Les présentes fréquences annulent et remplacent les anciennes attributions de fréquences.

ARTICLE 4 : Le Bureau de coordination du Système des Nations Unies est tenu au respect des références et normes indiquées dans sa demande de déclaration.

ARTICLE 5 : Le Bureau de coordination du Système des Nations Unies ne doit opérationnaliser sur son réseau qu'à partir d'équipements agréés par l'AMRTP.

ARTICLE 6 : Le Bureau de coordination du Système des Nations Unies est tenu de respecter les règles de gestion des fréquences fixées par l'AMRTP, de respecter les accords, règles et recommandations internationaux en la matière.

ARTICLE 7 : Les fréquences assignées ne doivent être utilisées que dans le seul et strict cadre pour lequel elles ont fait l'objet de demande et d'assignation.

ARTICLE 8 : Le Bureau de coordination du Système des Nations Unies, par l'exploitation de son réseau, se doit d'éviter de causer un quelconque préjudice aux réseaux existants.

ARTICLE 9 : Les fréquences assignées sont incessibles et ne peuvent faire l'objet de transfert qu'après accord écrit de l'Autorité.

ARTICLE 10 : Toutes modifications intervenant dans les éléments communiqués dans le dossier de demande d'attribution et en particulier le changement de qualité ou de raison sociale, sont portées par le titulaire à la connaissance de l'AMRTP qui se réserve le droit d'un réexamen de la décision d'attribution.

ARTICLE 11 : En cas d'arrêt définitif d'exploitation de son réseau, Le Bureau de coordination du Système des Nations Unies est tenu d'en faire notification à l'AMRTP dans un délai de quatre (4) semaines.

ARTICLE 12 : La présente décision qui entre en vigueur à compter de sa date de notification à la SNV sera publiée partout où besoin sera.

Bamako, le 05 juin 2012

Le Directeur Général P.I
Moussa OUATTARA

DECISION N°12-054/MCPNT-AMRTP PORTANT APPROBATION DU REAMENAGEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE INTERNET EVERYWHERE DE ORANGE MALI SA.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AUTORITE MALIENNE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS/TIC ET POSTES.

Vu l'Ordonnance n°2011-023/P-RM du 28 septembre 2011, relative aux Télécommunications, aux Technologies de l'Information et de la Communication ;

Vu l'Ordonnance n°2011-024/P-RM du 28 septembre 2011 portant régularisation du secteur ; des Télécommunications, Technologies de l'Information, de la Communication et des Postes ;

1. Ancienne Gamme et Nouveau tarifs

Forfaits volumes	Anciens Tarifs	Nouveaux tarifs
2 Go	13 900 F CFA	13 500 F CFA ; soit - 3 %
1 Go	7 900 F CFA	7 500 F CFA ; soit - 5 %
500 Mo	4 900 F CFA	4 700 F CFA ; soit - 4 %
1 heure	500 F CFA	Inchangé

2. Nouvelle Gamme de 4 forfaits

Forfaits volumes	Tarifs
10 Mo	200 F CFA
50 Mo	1 000 F CFA
100 Mo	1 500 F CFA
300 Mo	3 000 F CFA

Les frais d'accès au service, acquittés une fois pour toute et qui sont de 29 900 F CFA TTC, passent à 12 900 F CFA TTC, soit une baisse de 57 %.

Les autres conditions de l'offre telle qu'antérieurement approuvées par le Régulateur demeurent inchangées.

3. Analyse de l'AMRTP :

Le réaménagement de l'offre a conduit à une réduction des tarifs des différents forfaits existant avec une variation allant de 3 à 5 % et une introduction de quatre nouveaux forfaits.

Vu le Décret n°08-064/P-RM du 7 février 2008 portant nomination du Directeur du Comité de Régulation des Télécommunications ;

Vu la Décision n°11-051/MPNT-CRT du 07 décembre 2011 portant approbation de l'aménagement de gamme des forfaits de l'offre de service Internet Everywhere de Orange Mali SA ;

Vu le Courrier N/Réf # OND/DRG/DRJ du 18 juin 2012 portant aménagement de gamme de forfaits Internet Everywhere-IEW.

Sur le projet portant réaménagement à la baisse du montant des différents forfaits existants et de l'introduction de quatre (4) nouveaux forfaits Internet Everywhere

1. Introduction :

Orange Mali SA, par courrier # OND/DRG/DRJ du 18 juin 2012, a soumis à l'approbation de l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications/TIC de Postes un projet de réaménagement à la baisse du montant des différents forfaits existants et de l'introduction de quatre (4) nouveaux forfaits Internet Everywhere. Cette révision vise à faciliter davantage les conditions d'accès au service Internet.

2. Les propositions d'Orange Mali SA :

Orange Mali SA propose, dans son courrier du 18 juin 2012 les conditions tarifaires déclinées dans le tableau ci-après :

Le forfait de 1 heure avec un tarif de 500 F CFA TTC n'a pas connu de changement.

Aussi, il est constaté que les frais d'accès au service, acquittés une fois pour toute et qui sont de 29 900 F CFA TTC, passent à 12 900 F CFA TTC, soit une baisse de 57 %.

L'AMRTP estime que toutes ces nouvelles propositions de l'offre de service Internet Everywhere facilitent d'avantage l'accès au service Internet.

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} : L'aménagement des gammes de forfaits Internet Everywhere- IEW, tel que présenté ci-après est approuvé.

Forfaits volumes	Tarifs
10 Mo	200 F CFA
1 H	500 F CFA
50 Mo	1 000 F CFA
100 Mo	1 500 F CFA
300 Mo	3 000 F CFA
500 Mo	4 900 F CFA
1 Go	7 900 F CFA
2 Go	13 900 F CFA

ARTICLE 2 : Les frais d'accès au service, acquittés une fois pour toute sont de 12 900 F CFA TTC.

ARTICLE 3 : Orange Mali SA est tenue d'informer sa clientèle de manière complète de ce réaménagement.

ARTICLE 4 : Orange Mali SA est tenue de mettre en place un ou des système (s) de mesure garantissant l'application effective des forfaits ainsi approuvés.

ARTICLE 5 : La présente décision qui entre en vigueur à compter de sa date de notification à Orange Mali SA sera publiée partout où besoin sera.

Bamako, le 21 juin 2012

Le Directeur P.I.
Cheick A. KOITE